

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1988 B 07848
Numéro SIREN : 345 252 084
Nom ou dénomination : ALCEN

Ce dépôt a été enregistré le 26/07/2022 sous le numéro de dépôt 98438

ALCEN

A

**CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL**

RAPPORT ANNUEL

COMPTES CONSOLIDÉS EN NORMES FRANÇAISES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Table des Matières

Bilan consolidé	4
Compte de résultat consolidé.....	5
Tableau de flux de trésorerie consolidé	6
Note aux états financiers.....	7
1 Faits significatifs de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation	7
1.1 Présentation du Groupe.....	7
1.2 Faits significatifs de l'exercice.....	8
1.3 Evènements postérieurs à l'exercice.....	11
2 Méthodes comptables	12
2.1 Base de préparation des états et changement de règles comptables	12
2.2 Méthodes de consolidation	12
2.3 Dates de clôture	13
2.4 Excédent brut d'exploitation.....	13
2.5 Immobilisations incorporelles	13
2.6 Frais de recherche et développement.....	14
2.7 Crédit Impôt Recherche (CIR).....	14
2.8 Immobilisations corporelles.....	15
2.9 Immobilisations financières	15
2.10 Stocks	16
2.11 Créances.....	16
2.12 Créances et dettes en monnaie étrangère	16
2.13 Valeurs mobilières de placement et disponibilités	16
2.14 Provisions pour risques et charges	17
2.15 Impôts différés.....	18
2.16 Produits constatés d'avance	18
2.17 Subventions d'investissement.....	18
2.18 Emprunts et dettes financières.....	18
2.19 Chiffre d'affaires	19
2.20 Résultat exceptionnel	19
3 Analyse du contenu de certains postes du bilan et du compte de résultat consolidé.....	20
3.1 Note 1 – Produits d'exploitation	20
3.2 Note 2 – Charges d'exploitation	20
3.3 Note 3 – Résultat financier.....	21
3.4 Note 4 – Résultat exceptionnel	21
3.5 Note 5 – Preuves d'impôts et impôts différés	22
3.6 Note 6 – Ecart d'acquisition.....	23
3.7 Note 7 – Capital souscrit non appelé.....	23

3.8	Note 8 – Immobilisations incorporelles	23
3.9	Note 9 – Immobilisations corporelles.....	24
3.10	Note 10 – Immobilisations financières et titres mis en équivalence	25
3.11	Note 11 – Stocks en cours.....	26
3.12	Note 12 – Clients et comptes rattachés.....	27
3.13	Note 12B – Autres créances et comptes de régularisation.....	28
3.14	Note 13 – Valeurs mobilières de placements et disponibilités.....	29
3.15	Note 14 – Capital social	30
3.16	Note 15 – Provisions.....	31
3.17	Note 16 – Emprunts et dettes financières.....	31
3.18	Note 17 – Fournisseurs et comptes rattachés	32
3.19	Note 17B – Autres dettes et comptes de régularisation	32
4	Autres informations	33
4.1	Engagements hors bilan	33
4.2	Organigramme du Groupe ALCEN au 31 décembre 2021	36
4.3	Périmètre de consolidation	37

Bilan consolidé

En Milliers d'€uros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Actif			
Capital souscrit non appelé	Note 7		
Immobilisations incorporelles	Note 8	4 894	4 057
Dont Ecarts d'acquisition	Note 6	841	856
Immobilisations corporelles	Note 9	54 135	53 000
Immobilisations financières	Note 10	3 825	3 501
Titres mis en équivalence	Note 10		
Total Actif Immobilisé		62 854	60 557
Stocks et en-cours	Note 11	68 668	68 588
Clients et comptes rattachés	Note 12	107 500	100 213
Autres créances et comptes de régularisation	Note 12	46 234	45 212
Valeurs mobilières de placement	Note 13	1 205	2 082
Disponibilités	Note 13	42 441	32 026
Total Actif Circulant		266 049	248 122
Total de l'Actif		328 903	308 679

En Milliers d'€uros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Passif			
Capital social		11 216	11 216
Primes		1 350	1 350
Réserves consolidées		71 145	70 370
Résultat net part du Groupe		5 777	2 462
Autres réserves (1)		3 466	(350)
Total Capitaux Propres - Part du Groupe	Note 14	92 954	85 047
Total Intérêts minoritaires	Note 14	7 257	5 753
Total Capitaux Propres	Note 14	100 211	90 800
AUTRES FONDS PROPRES	Note 14	3 948	3 780
Provisions pour risques et charges	Note 15	22 596	19 111
Provisions		22 596	19 111
Ecart d'Acquisition Négatif		0	0
Emprunts et dettes financières	Note 16	57 247	54 952
Fournisseurs	Note 17	69 703	52 545
Autres dettes et comptes de régularisation	Note 17	75 199	87 490
Total des Dettes		202 149	194 987
Total du Passif		328 903	308 679

(1) « Autres réserves » contient les subventions d'investissement et les réserves de conversion.

Compte de résultat consolidé

En Milliers d'€uros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'Affaires	Note 1	258 136	243 171
Production stockée	Note 1	(3 337)	(735)
Production immobilisée	Note 1	3 189	5 490
Production de l'Exercice		257 988	247 927
Achats consommés	Note 2	(108 837)	(104 846)
Marge Brute d'Exploitation		149 152	143 081
Autres Charges Externes	Note 2	(32 030)	(29 190)
Valeur Ajoutée		117 121	113 892
Crédit Impôt Recherche et subventions	Note 1	16 187	16 287
Impôts et taxes	Note 2	(4 561)	(6 377)
Charges de personnel	Note 2	(109 773)	(104 595)
Autres produits d'exploitation	Note 1	1 579	1 485
Autres charges d'exploitation	Note 2	(530)	(1 278)
Excédent Brut d'Exploitation		20 024	19 415
Reprises amortissements et provisions	Note 1	4 459	5 149
Dotations aux amortissements et provisions	Note 2	(14 812)	(14 170)
Résultat d'Exploitation avant Dotations des Ecart d'Acq.		9 670	10 394
Dotations aux amortissements des écarts d'acq.	Note 6	(15)	(816)
Résultat d'Exploitation après dotations des Ecart d'Acq.		9 655	9 579
Opérations faites en commun			0
Résultat Financier	Note 3	(1 734)	(1 704)
Résultat Exceptionnel	Note 4	(758)	(3 849)
Impôts sur les résultats	Note 5	(138)	(420)
Résultat Net des Entreprises Intégrées		7 025	3 605
Résultat net d'impôts des activités cédées			
Quote-part résultats des mises en équivalence			
Résultat Net de l'Ensemble Consolidé		7 025	3 605
Part revenant aux minoritaires		1 248	1 143
Résultat net part du Groupe		5 777	2 462

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En Milliers d'euros		31/12/2021	31/12/2020
Résultat net des sociétés intégrées		7 025	3 605
Amortissements et provisions (1)	Note 1-2	13 993	13 508
Variation des impôts différés	Note 5	(43)	53
Plus-value de cession		(3 149)	501
Autres éléments		(587)	15
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		17 240	17 682
Incidence de la variation des stocks et en-cours	Note 11	41	569
Incidence de la variation des clients	Note 12	7 281	(2 830)
Incidence de la variation des fournisseurs	Note 17	17 147	(3 580)
Incidence de la variation des autres créances et dettes	Notes 12-17	(22 726)	25 919
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		1 743	20 077
Flux de trésorerie généré par l'activité		18 984	37 759
Acquisition d'immobilisations	Notes 8-9-10	(16 398)	(19 854)
Cessions d'immobilisations	Notes 8-9-10	4 427	843
Incidence des variations de périmètre et acq. de titres	Note 10	(270)	(41)
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(12 241)	(19 052)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	Note 14	(340)	(169)
Dividendes versés aux minoritaires des soc. intégrées	Note 14	(101)	(28)
Augmentation de capital en numéraire	Note 14	(0)	0
Variation des autres fonds propres		0	0
Titres d'autocontrôle		0	0
Incidence de la variation des cours de devises		38	(58)
Emission d'emprunts	Note 16	15 988	36 128
Remboursements d'emprunts	Note 16	(12 721)	(37 801)
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		2 863	(1 928)
Variation de trésorerie		9 606	16 779
Trésorerie d'ouverture	Note 13	33 857	17 080
Trésorerie de clôture	Note 13	43 464	33 857
Incidence des variations du cours de devises		38	-58

(1) à l'exclusion des dépréciations sur actif circulant

1 Faits significatifs de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation

1.1 Présentation du Groupe

ALCEN, les hommes et les femmes qui la constituent, s'appuient sur des technologies nombreuses, souvent de pointe, parfois uniques au monde, pour développer des innovations qui participeront à façonner le monde de demain.

ALCEN concentre initialement son activité dans un nombre restreint de domaines de la Défense, hautement critiques et requérant l'usage de technologies variées et particulièrement pointues.

La Société étend par la suite l'usage de ses technologies à d'autres domaines dont le Médical et l'Énergie dans lesquels elle acquiert progressivement une expertise.

Forte de ses nouvelles compétences, ALCEN prend la décision au début des années 2010 de lancer sur ses fonds propres, en parallèle de ses activités habituelles et historiques, un nombre significatif de développements. Il s'agit de créer des produits en rupture pouvant significativement, voire considérablement, impacter de larges populations humaines. Certains d'entre eux sont présentés sur les sites internet des filiales d'ALCEN, d'autres ne le sont pas.

L'effort considérable engagé par ALCEN dans cette démarche et dans ses activités habituelles, mobilise son personnel et confère à ses actions une dimension sociale et sociétale dont elle est fière.

ALCEN travaille dans 5 domaines :

- Défense & Sécurité
- Énergie
- Médical & Santé
- Aéronautique & Spatial
- Grands Instruments Scientifiques

ALCEN a pour ambition d'y établir une politique constante d'innovation appliquée en priorité à ses propres produits et ses propres services. Pour ce faire, elle développe en interne une base technologique particulièrement étendue. Elle collabore étroitement avec des centres de recherche. Elle transfère systématiquement d'un domaine vers les autres les avancées technologiques et retours d'expérience. Elle développe ses technologies dans des laboratoires spécialisés organisés autour d'un nombre limité d'experts de haut niveau.

ALCEN construit ainsi un modèle technologique intégré original bénéficiant d'une productivité d'exception.

ALCEN dispose d'un grand nombre de laboratoires travaillant sur des technologies variées. De manière à rendre compatibles ses ambitions et ses moyens, elle développe également un savoir-faire de collaboration avec des centres de recherche extérieurs. Ainsi, elle tisse au fil des années des liens étroits en particulier avec le CEA DAM (Direction des Applications Militaires), le CEA DRT (Direction de la Recherche Technologique), le CEA DRF (Direction de la Recherche Fondamentale), les laboratoires du CNRS, l'Ifremer, le BRGM, l'ONERA, mais aussi avec des écoles et universités.

Dans sa démarche partenariale, elle privilégie les recherches « appliquées » c'est-à-dire destinées à un produit spécifié dès l'origine.

ALCEN a pour habitude culturelle d'utiliser les connaissances technologiques acquises dans le partenariat à des domaines autres que ceux initialement choisis.

1.2 Faits significatifs de l'exercice

- Covid-19

En raison de l'épidémie de coronavirus et des mesures de confinement décidées par le gouvernement, la société ALCEN a mis en œuvre les différentes mesures mises à disposition sur le plan réglementaire et financier afin de poursuivre son activité et l'activité du Groupe avec notamment la mise en place du Prêt Garanti par l'Etat (PGE).

L'épidémie n'a pas de conséquence majeure sur l'activité de la Société.

Sur cette base, la Direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté des comptes du 31 décembre 2021 reste approprié.

- Signature d'un nouveau contrat de Crédits Sénior

Un Contrat de Crédits Sénior est signé le 12 mai 2021 entre ALCEN et 5 banques :

- BNP Paribas en qualité d'Agent, d'Agent des Sûretés, d'Arrangeur Mandaté, de Prêteur Senior Initial et de Banque Emettrice ;
- Crédit Lyonnais en qualité d'Arrangeur Mandaté et de Prêteur Senior Initial ;
- Banque Populaire Grand Ouest en qualité de Prêteur Senior Initial ;
- Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes en qualité de Prêteur Senior Initial ;
- ARKEA en qualité de Prêteur Senior Initial.

Le montant total des Crédits Sénior de 55M€ se répartit de la façon suivante :

- Un Crédit d'Investissements dont l'échéance de remboursement est prévue le 12 mai 2026.

L'encours maximum autorisé évolue de la façon suivante :

○ A compter du 12 mai 2021	30M€
○ A compter du 12 mai 2022	40M€
○ A compter du 12 mai 2023	40M€
○ A compter du 12 mai 2024	40M€
○ A compter du 12 mai 2025	20M€

Au 31 décembre 2021, le montant du tirage utilisé est de 15M€.

- Un Crédit par Signature d'un montant maximum de 15M€ utilisé pour l'émission de garantie(s) pour ALCEN ou pour le compte de ses filiales.

Au 31 décembre 2021, le montant du tirage utilisé est de 4M€.

- **Prêt Garanti par l'Etat (PGE)**

Le Prêt Garanti par l'Etat (PGE) signé en 2020 entre ALCEN et 8 banques représente un montant de 35M€.

Au cours de l'année 2021, ALCEN exerce l'option d'amortissement du prêt sur une période d'amortissement du capital de 5 ans avec un début d'amortissement à compter de septembre 2022.

Etablissement de crédit	%	Nominal	Date du contrat	Frais de garantie initial	TOTAL	Date limite de remboursement	KRD 31/12/2021
BNP Paribas	29,3%	10 250 000	28/09/2020	432 187	10 682 187	18/09/2026	10 682 187
Banque Palatine	5,3%	1 860 000	23/09/2020	9 300	1 869 300	23/09/2026	1 869 300
LCL	16,8%	5 870 000	21/09/2020		5 870 000	21/09/2026	5 870 000
ARKEA	11,2%	3 910 000	09/09/2020		3 910 000	10/09/2026	3 910 000
BPGO	5,6%	1 960 000	29/09/2020		1 960 000	23/09/2026	1 960 000
CEAPC	14,5%	5 090 000	10/09/2020	25 450	5 115 450	18/09/2026	5 115 450
Crédit Agricole	8,0%	2 800 000	21/09/2020		2 800 000	25/09/2026	2 800 000
BPI France	9,3%	3 260 000	06/10/2020		3 260 000	31/10/2026	3 260 000
Total PGE (€)	100,0%	35 000 000		466 937	35 466 937		35 466 937

Certaines banques (BNP Paribas, Banque Palatine et Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes) ont inclus la commission de garantie initiale dans le capital à rembourser.

- **Opérations sur les Titres de Participation**

- Rachat d'Actions IRELEC en vue d'une attribution gratuite

Au 31 décembre 2019, ALCEN détient 300 000 actions IRELEC sur un total de 300 000 actions, soit une détention de 100%.

Aux termes d'un Procès-Verbal des Décisions du Président signé le 15 décembre 2020, un rachat de 7 500 actions IRELEC est décidé par IRELEC en vue de leur attribution gratuite aux dirigeants de la Société pour une valeur unitaire de 0,73€, soit un montant total de 5 475€.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 292 500 actions IRELEC sur un total de 300 000 actions, soit une détention de 97,50%.

- Rachat d'Actions LERITY en vue d'une attribution gratuite

Au 31 décembre 2019, ALCEN détient 3 014 642 actions LERITY sur un total de 3 014 642 actions, soit une détention de 100%.

Aux termes d'un Procès-Verbal des Décisions du Président signé le 15 décembre 2020, un rachat de 105 512 actions LERITY est décidé par LERITY en vue de leur attribution gratuite aux dirigeants et/ou aux salariés pour une valeur unitaire de 0,50€, soit un montant total de 52 756€.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 2 909 130 actions LERITY sur un total de 3 014 642 actions, soit une détention de 96,50%.

- Opérations sur les Actions TRONICO HOLDING

Au 31 décembre 2019, ALCEN détient 671 204 actions TRONICO HOLDING sur un total de 715 750 actions, soit une détention de 93,78%.

- Rachat d'Actions en vue d'une attribution gratuite

Aux termes d'un Procès-Verbal des Décisions du Président signé le 22 décembre 2020, un rachat de 7 157 actions TRONICO HOLDING est décidé par TRONICO HOLDING en vue de leur attribution gratuite aux dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales pour une valeur unitaire de 21,50€, soit un montant total de 153 875,50€.

A la suite de ce rachat, ALCEN détient 664 047 actions TRONICO HOLDING sur un total de 715 750 actions, soit une détention de 92,78%.

- Rachat d'Actions

ALCEN rachète 410 actions TRONICO HOLDING à un actionnaire externe le 26 mars 2021 pour un montant total de 8 815€.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 664 457 actions TRONICO HOLDING sur un total de 715 750 actions, soit une détention de 92,83%.

- Rachat d'Actions KHIMOD en vue d'une attribution gratuite

Au 31 décembre 2020, ALCEN détient 2 850 409 actions KHIMOD sur un total de 2 850 409 actions, soit une détention de 100%.

Aux termes d'un Procès-Verbal des Décisions du Président signé le 31 décembre 2021, un rachat de 114 016 actions KHIMOD est décidé par KHIMOD en vue de leur attribution gratuite aux dirigeants et/ou aux salariés est décidée pour une valeur unitaire de 1€, soit un montant total de 114 016€.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 2 736 393 actions KHIMOD sur un total de 2 850 409 actions, soit une détention de 96%.

- Fusion ALYNOX-SIRATECH

Au 31 décembre 2020, les sociétés ALYNOX et SIRATECH sont détenues à 100% par la société ALSYMEX.

Un traité de fusion est signé entre ALYNOX et SIRATECH le 12 avril 2021.

La fusion-absorption de la société ALYNOX par la société SIRATECH (renommée ALYNOX par la suite) est réalisée sur la base de la valeur comptable de la Société Absorbée au 31 décembre 2020 et prend effet, au plan comptable et au plan fiscal, à compter du 1er janvier 2021.

L'actif net négatif de (837 641)€ de la société ALYNOX est constaté en report à nouveau dans les comptes de la société SIRATECH au 1er janvier 2021.

- Augmentation de capital ADR

Au 31 décembre 2020, ALCEN détient 112 971 actions ADR sur un total de 118 916 actions, soit une détention de 95%.

Aux termes d'un Procès-Verbal des Décisions du Président signé le 1er février 2021, une augmentation de capital de 27 150€ de la société ADR est constatée par incorporation de réserves suite à l'attribution définitive de 1 810 actions gratuites à son Président.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 112 971 actions ADR sur un total de 120 726 actions, soit une détention de 93,58%.

- Augmentation de Capital ALSEAMAR

Au 31 décembre 2020, ALCEN détient 6 921 actions ALSEAMAR pour un montant total de 5 946 537€, soit une détention de 98,10%.

Aux termes d'un Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire signé le 30 novembre 2021, une augmentation de capital de 403 519€, accompagnée d'une prime d'émission de 3 596 484€, de la société ALSEAMAR est décidée par création de 14 790 actions nouvelles et par incorporation du compte-courant ALCEN.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 21 711 actions ALSEAMAR pour un montant total de 9 946 640€, soit une détention de 99,39%.

- Rachat d'actions ATMOSTAT par ALSYMEX

Au 31 décembre 2020, ALSYMEX détient 98 000 actions ATMOSTAT pour un montant total de 3 135 542€, soit une détention de 98%.

ALSYMEX rachète 2 000 actions à un actionnaire externe le 28 juin 2021 pour un montant total de 120 524€.

Au 31 décembre 2021, ALSYMEX détient 100 000 actions ATMOSTAT pour un montant total de 3 256 066€, soit une détention de 100%.

- Dissolutions sans liquidation de THERIC, FLASH-KNIFE et SINTERA

Au cours de l'exercice, les sociétés THERIC et FLASH-KNIFE font l'objet d'une dissolution sans liquidation dans ALCEN, et la société SINTERA fait l'objet d'une dissolution sans liquidation dans PMB.

Celles-ci génèrent un mali de fusion global de 1 087 791€.

- Provision pour risques et charges

Au 31 décembre 2021, une provision pour risque d'un montant de 15M€ est comptabilisée (contre 9M€ au 31 décembre 2020). Cette provision se décompose de la manière suivante :

- 8M€ suite à la réorganisation du Pôle Mécanique, concernant en particulier les filiales d'ALSYMEX : ALSYOM, ALYNOX, ATMOSTAT, CHAMPALLE, SEIV et ITP (contre 5M€ au 31 décembre 2020) ;
- 7M€ pour couvrir un risque lié à la réorganisation du Pôle ALSOLEN (contre 4M€ au 31 décembre 2020).

1.3 Evènements postérieurs à l'exercice

- Impact de la guerre en Ukraine et des sanctions à l'encontre de la Russie

Aucune filiale du Groupe ALCEN n'est en relation d'affaires directement ou indirectement avec une contrepartie (client, fournisseur) située en Ukraine ou en Russie.

La Direction n'identifie pas d'impact direct à ce jour.

2 Méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après pour les principes généraux et intégrées avec chaque note présentant les principes applicables aux différents postes.

2.1 Base de préparation des états et changement de règles comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés des entreprises individuelles et commerciales.

Les comptes consolidés ne sont pas significativement impactés par les changements apportés par le règlement ANC 2020-01 qui s'applique pour la première fois de manière prospective aux transactions survenant postérieurement au 1^{er} janvier 2021 ainsi qu'aux contrats conclus après cette date.

Le Groupe applique les méthodes préférentielles relatif aux comptes consolidés, sauf mention spécifique.

Les états financiers individuels des sociétés du Groupe sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros (K€) sauf indication contraire.

2.2 Méthodes de consolidation

Toutes les filiales et participations placées sous le contrôle exclusif de la société ALCEN ou sur lesquelles cette dernière exerce un contrôle conjoint ou une influence notable, et qui présentent un caractère significatif sont retenues dans le périmètre de consolidation.

Les comptes des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif par une société résulte du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles des sociétés contrôlées afin de tirer avantage de leurs activités.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actif et passif constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'influence notable s'entend du pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles des sociétés sous influence notable sans en avoir le contrôle.

Les opérations et les soldes intragroupes significatifs sont éliminés.

Le périmètre de consolidation est présenté au chapitre 4.

2.3 Dates de clôture

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs exercices au 31 décembre.

2.4 Excédent brut d'exploitation

Le compte de résultat présente l'agrégat financier « Excédent Brut d'Exploitation ». La définition retenue pour la présentation de cet agrégat dans les états financiers est conforme à celle prévue par le Pool bancaire pour le calcul des ratios du Groupe.

Ainsi, l'Excédent Brut d'Exploitation se compose du résultat d'exploitation ; augmenté des dotations nettes des reprises aux provisions d'exploitation sur actifs et aux provisions d'exploitation pour risques et charges ; augmenté des dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (incluant notamment les charges d'amortissement relatives au retraitement en consolidation des crédits-baux et des locations financières) ; augmenté des dotations aux amortissements des charges à répartir.

2.5 Immobilisations incorporelles

Principe

L'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise résulte de sa prise de contrôle par l'entreprise consolidante, quelles que soient les modalités juridiques de l'opération : achat de titres, fusion, échange d'actions ou apport partiel.

La juste valeur du coût d'acquisition des titres prend en considération :

- Prix d'achat des titres
- Coûts directement imputables à l'acquisition (droits d'enregistrement, frais d'émission des titres, honoraires versés aux consultants net d'effet impôt)

Ces coûts directs sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur dans l'hypothèse où ces derniers sont significatifs à l'échelle du prix d'achat des titres et des comptes consolidés du Groupe.

La juste valeur des actifs et passifs de l'entreprise acquise

- L'évaluation des actifs et des passifs identifiables est réalisée en fonction de la situation existant à la date d'entrée de l'entreprise dans le périmètre. L'entreprise dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à l'acquisition pour réaliser les évaluations.
- Les éléments d'actifs et de passifs sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition de la filiale.
- L'évaluation des valeurs estimées se fait chaque année conformément aux règles comptables suivies dans le Groupe.

L'objectif étant de déterminer, élément par élément, une valeur d'utilité à la date d'acquisition, les méthodes appliquées peuvent être différentes des méthodes d'évaluation habituellement utilisées par l'entreprise consolidante pour le bilan consolidé.

Le principe de la valeur d'utilité n'interdit pas que les valeurs comptables puissent être représentatives de celle-ci.

Ecarts d'acquisition

Ce poste enregistre l'écart entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés d'une société à la date d'acquisition.

La détermination de la valeur d'entrée des actifs et des passifs est faite conformément aux dispositions du Règlement ANC 2020-01.

Les écarts d'acquisition positifs constatés antérieurement au 1^{er} janvier 2016 font l'objet d'un amortissement homogène selon le mode linéaire sur une durée de 10 ans. En règle générale, les écarts d'acquisition positifs constatés postérieurement au 1^{er} janvier 2016 ne sont pas amortis, sauf lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, auquel cas l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée.

Les écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés en résultat de la période.

Un test de dépréciation est réalisé chaque année pour l'ensemble des écarts d'acquisition.

Tests de dépréciation des écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation effectués au 31 décembre 2021 ne nécessitent pas de constater des dépréciations. Les analyses de sensibilité avec une variation de plus ou moins 10% du taux d'actualisation ne conduisent également pas à constater des dépréciations.

2.6 Frais de recherche et développement

Les frais de Recherche et Développement sont comptabilisés en charges de période, à l'exception des frais de développement qui remplissent les critères de capitalisation.

Selon les conditions de l'article 212-3 du règlement de l'Autorité des normes comptables n°2014-03, les frais de développement peuvent être comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale. Ceci implique de respecter l'ensemble des critères suivants :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La capacité de l'immobilisation incorporelle à générer des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- La disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

2.7 Crédit Impôt Recherche (CIR)

Le groupe ALCEN supporte un effort de R&D conséquent, qui donne lieu à la comptabilisation d'un Crédit d'Impôt Recherche (CIR). Ce CIR assimilé à une subvention d'exploitation liée aux dépenses de R&D réalisées au cours de l'exercice, et comptabilisées en charges de la période, est comptabilisé en subvention dans le résultat d'exploitation et non en déduction de la charge d'impôts de l'exercice.

Au 31 décembre 2021, le CIR est comptabilisé dans les produits d'exploitation pour un montant de 13 487 K€ (contre 11 641 K€ au 31 décembre 2020).

2.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Lors de leur entrée dans le patrimoine du Groupe, le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés et le cas échéant, les coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel est situé l'immobilisation. La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des immobilisations est la méthode dite du coût historique, à la date d'acquisition par la filiale, soit le coût historique de ces actifs à leur date d'achat par le Groupe.

En application de l'approche par composant, les biens sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée ou du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif :

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Constructions | 10 à 20 ans |
| • Installations techniques | 3 à 8 ans |
| • Installations générale | 10 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans |
| • Mobilier | 10 ans |

L'amortissement dégressif est considéré comme amortissement économique lorsqu'il est appliqué.

En application du principe de prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique et conformément aux principes de consolidation (décret du 13 Février 1986, art. 248-8-e), les contrats de crédit-bail, dont la valeur du bien faisant l'objet du contrat excède 15 K€, sont retraités, ce qui conduit à une comptabilisation comme si le bien en cause avait été acquis à crédit. Dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis en pleine propriété), ainsi que les charges financières (liées au financement à crédit), sont substituées aux loyers enregistrés.

2.9 Immobilisations financières

Les titres des sociétés non consolidées détenus par les sociétés du groupe figurent sous la rubrique "Titres de participation" pour leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'utilité devient inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'utilité est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice, le niveau de rentabilité et les perspectives d'avenir. Cette valeur d'utilité est calculée dès qu'un indice de perte de valeur est identifié, et au minimum une fois par an, à la clôture.

Les autres immobilisations financières sont principalement constituées de dépôts de garantie.

La valeur des titres mis en équivalence est égale, à chaque fin d'exercice, à la quote-part des capitaux propres retraités de l'entreprise consolidée à laquelle ils équivalent. La variation des capitaux propres retraités des entreprises consolidées par mise en équivalence, de quelque nature qu'elle soit, augmente ou diminue donc la valeur des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice précédent. Lorsque la quote-part devient négative, celle-ci est retenue normalement pour une valeur nulle. Cependant, dans le cas où le Groupe a l'obligation ou l'intention de ne pas se désengager financièrement de sa participation dans l'entreprise en question, la partie négative des capitaux propres est portée dans la rubrique des provisions. Cette provision est ajustée à la clôture de chaque exercice en fonction de la quote-part dans les capitaux propres de l'entreprise mise en équivalence.

2.10 Stocks

Les stocks de matières premières et d'approvisionnement sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode FIFO. Les stocks endommagés ou obsolètes font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les stocks de produits intermédiaires et finis, et les en-cours sont valorisés à leur coût de production incluant le coût d'acquisition des fournitures consommées et les charges directes et indirectes de production (hors frais financiers). Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'à la clôture de l'exercice, ce coût excède la valeur nette probable de réalisation, déterminée selon les conditions de marché.

2.11 Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Le cas échéant, les créances font l'objet d'une dépréciation déterminée en tenant compte des difficultés probables de recouvrement d'après les informations connues à la date de l'arrêté des comptes.

2.12 Créances et dettes en monnaie étrangère

Les éventuels pertes et gains de change latents résultant des créances et dettes libellées en monnaie étrangère sont inscrits au résultat financier consolidé du groupe.

2.13 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires. Les valeurs mobilières de placement sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur comptable. Dans le tableau des flux de trésorerie consolidé, la trésorerie est définie comme l'ensemble des liquidités du Groupe en comptes courants bancaires, caisses et valeurs mobilières de placement sous déduction des concours bancaires. Les éléments constitutifs de la trésorerie passive (concours bancaires) sont inscrits au passif du bilan en Emprunts et dettes financières.

2.14 Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés :

- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées. Les passifs éventuels, correspondant à une obligation qui n'est ni probable, ni certaine à la date d'arrêtés des comptes, ou à une obligation probable pour laquelle la sortie de ressources ne l'est pas, ne sont pas comptabilisés et font l'objet d'une information en annexe le cas échéant.

Indemnités de départ à la retraite

Le Groupe adopte la méthode 1 de la recommandation ANC N°2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraite et avantages similaires. Les sociétés du Groupe disposent de différents régimes de retraite. Toutefois, le principal engagement de retraite supporté par le Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel des entités françaises, la législation prévoyant que les indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

La méthode retenue pour l'évaluation des droits à indemnité tient compte des règles de la convention collective de la Métallurgie à laquelle adhère l'ensemble des sociétés du Groupe, à l'exception des sociétés EPSILON, IRELEC et ITHPP qui relèvent de la convention SYNTEC.

Le coût actuariel et des services passés non encore acquis des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et est comptabilisé en résultat en « Dotations aux amortissements et Provisions ». L'incidence des variations des hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat.

- Les bases de calcul générales retenues sont :
 - Taux d'actualisation de 0,98 % (Indice iBoxx € Corporates AA.10+),
 - Taux de turn-over variable selon les sociétés,
 - Table de mortalité utilisée (TV 2002/2004),
 - Taux de charges sociales appliqué de 45%.
 - Indicateurs d'évolutions futures des salaires et de rotation du personnel déterminés société par société
 - Hypothèse de départ à la retraite des salariés à 65 ans.
- Les éléments individuels utilisés sont :
 - L'âge à la clôture de l'exercice,
 - L'ancienneté à la clôture de l'exercice,
 - L'ancienneté lors du départ à la retraite,
 - La rémunération mensuelle à la clôture de l'exercice.

Une provision actualisée d'une projection d'augmentation annuelle moyenne des salaires et de rendement des capitaux à long terme est comptabilisée à la clôture de l'exercice.

Perte à terminaison

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsqu'il existe une probabilité forte qu'un contrat à l'avancement se révèle déficitaire (contrat dont les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus du contrat).

2.15 Impôts différés

Les impôts différés sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales résultant des textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui sont considérés comme applicables lorsque l'imposition sera établie. Le Groupe prend note de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés en France, qui s'établirait à 25% en 2022. Au 31 décembre 2021, le Groupe retient comme hypothèse un taux d'imposition moyen à 26,5%, qui correspond au taux voté par la Loi de Finances pour l'année 2021. L'incidence de ce changement n'est pas significative pour les comptes consolidés du groupe.

Les actifs d'impôts différés sont pris en compte :

- Si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs, à hauteur des passifs d'impôts différés déjà constatés.
- Ou s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable futur.

2.16 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance se composent des produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations et fournitures les justifiant aient été effectuées ou fournies.

Lorsqu'une créance comptabilisée concerne un bien non livré ou une prestation non encore effectuée, le produit comptabilisé d'avance est éliminé des produits d'exploitation par l'intermédiaire du compte de régularisation « Produits constatés d'avance ».

2.17 Subventions d'investissement

Au 31 décembre 2020, les subventions d'investissement, initialement inscrites dans les capitaux propres et reprises au même rythme que les amortissements des immobilisations pour lesquelles elles sont octroyées conformément aux dispositions prévues par le PCG, sont reclassées dans les autres dettes en produits constatés d'avance en application de la recommandation du bulletin COB n° 361.

La Commission des études comptables de la CNCC considère que cette pratique n'est plus applicable à la suite de l'entrée en vigueur du règlement ANC n°2020-01, en l'absence d'une disposition spécifique permettant un tel classement.

Le règlement étant d'application prospective, seules les nouvelles subventions d'investissement sont reclassées dans les capitaux propres à compter du 1er janvier 2021.

Les subventions d'investissement octroyées avant le 1er janvier 2021 et comptabilisées en produits constatés d'avance sont maintenues à ce poste au passif du bilan.

Au 31 décembre 2021, les nouvelles subventions d'investissement concernées par un reclassement dans les capitaux propres sont d'un montant de 1 948k€.

2.18 Emprunts et dettes financières

Les Frais d'émissions d'emprunts sont portés à l'actif et étalés sur la durée de vie des emprunts concernés. Dans le tableau des flux de trésorerie consolidé, la trésorerie est définie comme l'ensemble des liquidités du Groupe en comptes courants bancaires, caisses et valeurs mobilières de placement, sous déduction des concours bancaires.

2.19 Chiffre d'affaires

La Société comptabilise des produits lorsque le montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront à la Société. Deux méthodes de reconnaissance du chiffre d'affaires sont appliquées au sein du groupe :

- Méthode à l'avancement pour les contrats long terme

Elle consiste à comptabiliser un chiffre d'affaires partiel à la clôture de l'exercice en fonction du degré d'avancement du contrat. Pour mettre en place la méthode à l'avancement, les conditions suivantes doivent être respectées :

- Possibilité d'identifier clairement le montant total des produits du contrat
- Possibilité d'identifier clairement le montant total des coûts imputables au contrat
- Existence d'outils de gestion, de comptabilité analytique et de contrôle interne permettant de valider et de réviser au fur et à mesure de l'avancement, les estimations de charges, de produits et de résultats.

- A la livraison

Pour les ventes de produits, le chiffre d'affaires est constaté soit à la mise à disposition soit à la livraison des produits en fonction des conditions de la commande.

2.20 Résultat exceptionnel

Les éléments présentant un caractère significatif non récurrent et dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe sont inscrits dans les charges et produits exceptionnels.

3 Analyse du contenu de certains postes du bilan et du compte de résultat consolidé

3.1 Note 1 – Produits d'exploitation

En Milliers d'€uros	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	258 136	243 171
Autres produits	22 077	27 677
Production stockée	(3 337)	(735)
Production immobilisée	3 189	5 490
Crédit Impôt Recherche	13 487	11 641
Subventions d'exploitation	2 700	4 646
Autres produits d'exploitation	600	506
Transfert de charges d'exploitation	980	980
Reprises amort. et provisions	4 459	5 149
Total Produits d'Exploitation	280 214	270 849

3.2 Note 2 – Charges d'exploitation

En Milliers d'€uros	31/12/2021	31/12/2020
Achats et variation de stocks	108 837	104 846
Achats MP & autres appro.	65 129	67 880
Variation stocks MP & aut. appro.	(4 202)	(410)
Achats de sous-traitance	39 409	30 188
Achats non stockés	7 692	7 581
Achats de marchandises	303	197
Variation stocks de marchandises	506	(590)
Autres charges externes	32 030	29 190
Services extérieurs	17 659	16 472
Autres charges externes	14 371	12 718
Impôts et taxes	4 561	6 377
Charges de personnel	109 773	104 595
Rémunération du personnel	74 952	72 462
Charges sociales	33 087	30 771
Participation des salariés	1 734	1 362
Autres charges d'exploitation	530	1 278
Dotations amort. et prov. d'exploit.	14 812	14 170
Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acq.	15	816
Charges d'Exploitation	270 558	261 270

3.3 Note 3 – Résultat financier

En Milliers d'€uros	31/12/2021	31/12/2020
Coût de la dette nette	(1 775)	(1 504)
Produits financiers de trésorerie	63	38
Charges financières - intérêts	(1 466)	(1 306)
Commissions d'affacturages	(64)	(105)
Autres commissions bancaires	(307)	(132)
Résultat de change	(208)	(348)
Gains de change	55	268
Pertes de change	(263)	(616)
Autres éléments du résultat financier	248	148
Reprises de provisions	252	0
Dotation aux provisions	(37)	(94)
Autres produits financiers	33	255
Autres charges financières	(0)	(13)
Résultat Financier	(1 734)	(1 704)

3.4 Note 4 – Résultat exceptionnel

En Milliers d'€uros	31/12/2021	31/12/2020
+/- values cessions de titres	(228)	(510)
+/- values cessions d'immobilisations	3 377	9
Immobilisations incorporelles	6	25
Immobilisations corporelles	3 528	(16)
Immobilisations financières	(158)	0
Autres éléments du résultat except.	(3 907)	(3 348)
Reprises de provisions	203	985
Dotation aux provisions	(4 093)	(4 106)
- sur exercices antérieurs	(112)	(50)
- sur opérations de gestion	273	50
Autre résultat exceptionnel	(179)	(228)
Résultat Exceptionnel	(758)	(3 849)

3.5 Note 5 – Preuves d'impôts et impôts différés

En Milliers d'€uros	31/12/2021	31/12/2020
Impôts courant	(180)	(367)
Impôts différés	43	(53)
Charge d'impôt en résultat	(138)	(420)

En Milliers d'€uros	31/12/2021	31/12/2020
Résultat avant Impôts	7 163	4 025
Taux d'imposition de la mère	26,5%	28,0%
Calcul de l'impôt théorique	1 898	1 127

Crédit Impôt Recherche	(3 574)	(3 596)
Autres crédits d'impôts et CICE	0	2
Effet du changement de taux	(57)	(192)
Autres effets d'impôts	1 595	2 239
Charge d'impôt en résultat	(138)	(420)

Taux effectif d'impôt	-1,92%	-10,45%
-----------------------	--------	---------

VARIATION DES IMPÔTS DIFFERES	IDA	IDP	NET
Impôts Différés à l'ouverture	1 116	28	1 088
Variation en résultat	13	(21)	34
Variation en périmètre			
Ecart de conversion	13		13
Impôts Différés à la clôture	1 142	7	1 135
BASES D'IMPÔTS DIFFERES	31/12/2021	31/12/2020	
Provision Retraites			
Participation	0	0	
Déficit Fiscal			
Retraitement du Crédit Bail	116	47	
Autres bases (i)	(4 398)	(3 932)	
Total Base d'ID	(4 282)	(3 885)	
Taux d'imposition retenu (ii)	26,5%	28,0%	
ID net	1 135	1 088	

(i) dont autres différences temporaires et retraitements de consolidation

(ii) voir B. Principes et méthodes comptables

3.6 Note 6 – Ecart d'acquisition

En Milliers d'€uros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Ecart d'acquisition brut	43 854						43 854
Ecart d'acquisition amortissements	(42 999)	(15)					(43 014)
Ecart d'acquisition	856	(15)					841

3.7 Note 7 – Capital souscrit non appelé

Non applicable.

3.8 Note 8 – Immobilisations incorporelles

En Milliers d'€uros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Fonds de commerce	1 237	(0)		0	(753)		484
Brevets et licences	8 405	505	(319)	0	753	9	9 352
Autres immobilisations incorporelles	1 146	373				(0)	1 519
Avances et acomptes		606					606
Immobilisations Incorporelles Brutes	10 788	1 484	(319)	0		8	11 961
Fonds de commerce	632	0			(614)		18
Brevets et licences	6 809	622	(319)	0	614	7	7 734
Autres immobilisations incorporelles	146	9				0	155
Avances et acomptes							
Amortissements et provisions	7 587	632	(319)	0		7	7 907
Fonds de commerce	604	(0)		0	(138)		466
Brevets et licences	1 596	(117)	(1)	(0)	138	1	1 618
Autres immobilisations incorporelles	1 000	364				(0)	1 364
Avances et acomptes		606					606
Immobilisations incorporelles	3 201	852	(1)	0		1	4 054

(1) hors écart d'acquisition

3.9 Note 9 – Immobilisations corporelles

En Milliers d'€uros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Terrains	811	1	(35)			12	789
Constructions	22 833	277	(264)			96	22 942
Installations techniques	91 282	15 632	(1 097)	(189)	(0)	167	105 795
Autres immobilisations corporelles	43 619	(2 206)	(2 507)	(0)	(0)	184	39 090
Avances et acomptes	2 495	(2 392)				0	103
Immobilisations Corporelles Brutes	161 040	11 312	(3 903)	(189)	(0)	459	168 719
Terrains	107	8					115
Constructions	15 091	718	(162)	(0)		62	15 708
Installations techniques	72 490	7 063	(1 941)	(189)		110	77 532
Autres immobilisations corporelles	20 352	2 618	(1 771)	(0)	(0)	29	21 229
Avances et acomptes							
Amortissements et provisions	108 040	10 407	(3 875)	(189)	(0)	201	114 584
Terrains	704	(7)	(35)			12	673
Constructions	7 743	(441)	(101)	0		34	7 235
Installations techniques	18 792	8 570	844	(0)	(0)	57	28 263
Autres immobilisations corporelles	23 266	(4 824)	(736)	0	0	155	17 861
Avances et acomptes	2 495	(2 392)				0	103
Immobilisations corporelles	53 000	905	(28)	(0)	(0)	258	54 135

La décomposition de l'actif pris en crédit-bail est la suivante :

En Milliers d'€uros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Terrains	185						185
Constructions	9 783						9 783
Installations techniques	27 889						27 889
Autres immobilisations corporelles	1 235						1 235
Avances et acomptes							
Immobilisations Corporelles Brutes	39 091						39 091
Terrains							
Constructions	5 705	371					6 075
Installations techniques	27 708	109					27 818
Autres immobilisations corporelles	1 235						1 235
Avances et acomptes							
Amortissements et provisions	34 648	480					35 128
Terrains	185						185
Constructions	4 078	(371)					3 708
Installations techniques	180	(109)					71
Autres immobilisations corporelles	0						0
Avances et acomptes							
Immobilisations corporelles	4 444	(480)					3 964

3.10 Note 10 – Immobilisations financières et titres mis en équivalence

- Immobilisations financières

En Milliers d'€uros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecarts de conversion	Clôture
Titres de participation	480	270		(130)		2	622
Autres créances financières	3 376	430	(249)	(0)		1	3 557
Actifs d'instruments financiers							
Intérêts Courus Non Echus - Créances							
Immobilisations financières brutes	3 855	700	(249)	(130)		3	4 179
Titres de participation provisions	249	(0)					249
Immobilisations Financières Provisions	106						106
Actifs d'instruments financiers							
Intérêts Courus Non Echus - Créances							
Provisions	(355)	0					(355)
Titres de participation Bruts	231	270		(130)		2	373
Autres créances financières brutes	3 270	430	(249)	(0)		1	3 452
Actifs d'instruments financiers							
Intérêts Courus Non Echus - Créances							
Immobilisations financières	3 501	700	(249)	(130)		3	3 825

- Titres de participations non consolidés

Les titres de participations non consolidés sont inscrits à leur coût historique d'acquisition qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'acquisition.

Une dépréciation est constatée si cette valeur est supérieure à la valeur recouvrable appréciée par la Direction sur la base de différents critères tels que la valeur de marché, les perspectives de développement et de rentabilité et les capitaux propres, en prenant en compte la nature spécifique de chaque participation.

En Milliers d'€uros	V.B	Dépré	VNC	% Détenu
STUQ	203	203	0	71,0%
MEDESIS PHARMA	210		210	1,8%
DEEPLINKS	90		90	45,0%
KHIMII	50		50	50,0%
AUTRES PARTICIPATIONS	61	46	15	
Total Titres de participation	614	249	365	

- Titres mis en équivalence (MEE)

La valeur retenue pour les titres Kietta mis en équivalence pour les comptes au 31 décembre 2018, 2019, 2020 et 2021 est nulle.

3.11 Note 11 – Stocks en cours

En Milliers d'€uros	Ouverture	Variation, dotation et reprise	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Stocks de matières premières	29 473	4 033		0	12	33 517
Stocks d'encours	32 213	(1 896)		(0)	26	30 344
Stocks de marchandises	787	(451)	0			337
Stocks de produits intermédiaires et finis	11 708	(1 328)		0	1	10 381
Stocks Bruts	74 181	359	0	0	39	74 579
Stocks de matières premières	3 703	(224)	0		0	3 480
Stocks d'encours	651	199	(0)	7	0	857
Stocks de marchandises	67	(61)				6
Stocks de produits intermédiaires et finis	1 171	397	(0)			1 568
Stocks Provisions	5 592	311	0	7	0	5 911
Stocks de matières premières	25 769	4 257	(0)	0	12	30 038
Stocks d'encours	31 563	(2 095)	0	(7)	26	29 486
Stocks de marchandises	720	(389)	0			330
Stocks de produits intermédiaires et finis	10 537	(1 724)	0	0	1	8 814
Stocks	68 588	48	(0)	(7)	39	68 668

En Milliers d'€uros	31/12/2020			31/12/2021		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks de matières premières	29 473	3 703	25 769	33 517	3 480	30 038
Stocks d'encours	32 213	651	31 563	30 344	857	29 486
Stocks de marchandises	787	67	720	337	6	330
Stocks de produits intermédiaires et finis	11 708	1 171	10 537	10 381	1 568	8 814
Stocks et en-cours	74 181	5 592	68 588	74 579	5 911	68 668

3.12 Note 12 – Clients et comptes rattachés

En Milliers d'€uros	Ouverture	Variation, dotation et reprise	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Créances clients brutes	100 544	5 775	(57)	(3)	4	106 262
Avances et acomptes versés	919	1 107		(0)	3	2 028
Créances clients brutes	101 463	6 882	(57)	(3)	7	108 290
Créances clients provisions	(1 250)	467		(7)	(0)	(790)
Créances clients provisions	(1 250)	467		(7)	(0)	(790)
Clients et comptes rattachés	99 294	6 242	(57)	(11)	4	105 472
Avances et acomptes versés	919	1 107		(0)	3	2 028
Créances clients et avances	100 213	7 349	(57)	(11)	7	107 500

En Milliers d'€uros	31/12/2020			31/12/2021		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients brutes	100 544	(1 250)	99 294	106 262	(790)	105 472
Avances et acomptes versés	919		919	2 028		2 028
Créances clients et avances	101 463	(1 250)	100 213	108 290	(790)	107 500

Ventilation par échéance de paiement des créances clients :

En Milliers d'€uros	Moins de 1 an	Plus de 1 an	TOTAL
Clients et comptes rattachés	105 472		105 472
Avances et acomptes versés	2 028		2 028
Créances Clients et Avances	107 500	0	107 500

Les créances clients sont principalement à moins d'un an.

3.13 Note 12B – Autres créances et comptes de régularisation

Toutes les créances sont principalement dues dans l'année suivant la date de clôture.

Aucune dépréciation significative n'est constatée sur ces créances au cours des deux derniers exercices.

En Milliers d'euros	Ouverture	Variation, dotation et reprise	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Créances fiscales et sociales	33 591	(1 735)	(3)	(1)	54	31 905
Comptes courants débiteurs Bruts	1 479	1 187	(1 052)	(461)	0	1 153
Créances immobilisation brutes	68	2 288				2 356
Impôts différés actif	1 116	43	(10)	(20)	13	1 142
Autres créances Hors exploitation Brutes	4 949	740		5	3	5 697
Compte de régularisation	(0)	(290)		408	0	119
Charges constatées d'avances	5 076	55	(0)	2	1	5 134
Autres créances brutes	46 279	2 288	(1 065)	(67)	71	47 506
Autres créances d'Exploitation Provisions	768	116	0			884
Créances immobilisations provisions	53					53
Autres créances Hors exploitation Provisions	245	90				335
Autres créances provisions	1 066	206	0			1 272
Créances fiscales et sociales	33 591	(1 735)	(3)	(1)	54	31 905
Comptes courants débiteurs	710	1 072	(1 052)	(461)	0	269
Créances sur cessions d'immobilisations	15	2 288				2 303
Impôts différés actif	1 116	43	(10)	(20)	13	1 142
Débiteurs divers	4 704	360		414	3	5 481
Charges constatées d'avances	5 076	55	(0)	2	1	5 134
Autres créances	45 212	2 082	(1 065)	(67)	71	46 234

En Milliers d'euros	31/12/2020			31/12/2021		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances fiscales et sociales	33 591		33 591	31 905		31 905
Comptes courants débiteurs Bruts	1 479	768	710	1 153	884	269
Créances immobilisation brutes	68	53	15	2 356	53	2 303
Impôts différés actif	1 116		1 116	1 142		1 142
Débiteurs divers	4 949	245	4 704	5 816	335	5 481
Charges constatées d'avances	5 076		5 076	5 134		5 134
Autres créances	46 279	(1 066)	45 212	47 506	(1 272)	46 234

Ventilation par échéance de paiement des autres créances :

En Milliers d'euros	Moins de 1 an	Plus de 1 an	TOTAL
Créances fiscales et sociales	31 075	830	31 905
Comptes courants débiteurs	269		269
Créances sur Cession d'immos	2 303		2 303
Impôts différés actif	1 142		1 142
Débiteurs divers	4 250	1 231	5 481
Charges constatées d'avance	5 134		5 134
Autres Créances	44 173	2 061	46 234

3.14 Note 13 – Valeurs mobilières de placements et disponibilités

En Milliers d'€uros	Ouverture	Variation, dotation et reprise	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Valeurs mobilières de placement brutes	2 082	(944)			67	1 205
Disponibilités	32 026	10 400	10	(0)	5	42 441
Trésorerie brute	34 108	9 456	10	(0)	72	43 647
Trésorerie Provisions						
Trésorerie Provisions						
Valeurs mobilières de placement	2 082	(944)			67	1 205
Disponibilités	32 026	10 400	10	(0)	5	42 441
Trésorerie positive	34 108	9 456	10	(0)	72	43 647
Concours bancaires	(244)	70	(0)		(7)	(181)
Trésorerie nette	33 864	9 526	10	(0)	65	43 465
Variation de trésorerie		9 601				

En Milliers d'€uros	31/12/2020			31/12/2021		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Valeurs mobilières de placement	2 082		2 082	1 205		1 205
Disponibilités	32 026		32 026	42 441		42 441
Trésorerie positive	34 108		34 108	43 647		43 647

3.15 Note 14 – Capital social

Le capital social de la société mère se compose de 237 713 actions d'un montant nominal à 47,18 €.

Il n'existe pas d'instruments dilutifs.

Variation des capitaux propres de l'exercice 2020								
	Capital	Primes	Résultat Net part du groupe	Réserves	Réserves de conversion	Total Capitaux propres - Part du Groupe	Total Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde Décembre 2019	11 216	1 350	2 767	67 584	(19)	82 898	4 697	87 594
Mouvements sur le capital	0			0		0		0
Mouvements de périmètre	0	0		46		46	(47)	(1)
Résultat Net de l'Ensemble Consolidé			2 462			2 462	1 143	3 605
Dividendes distribués			(169)			(169)	(28)	(197)
Variations et affectation			(2 597)	2 597		0		0
Ecart de conversion				143	(331)	(188)	(12)	(200)
Solde Décembre 2020	11 216	1 350	2 462	70 370	(350)	85 047	5 753	90 800

Variation des capitaux propres de l'exercice 2021								
	Capital	Primes	Résultat Net part du groupe	Réserves	Autres réserves (1)	Total Capitaux propres - Part du Groupe	Total Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde Décembre 2020	11 216	1 350	2 462	70 370	(350)	85 047	5 753	90 800
Mouvements sur le capital	0	0		(0)		(0)		(0)
Mouvements de périmètre	(0)	0		256		256	337	592
Résultat Net de l'Ensemble Consolidé			5 777			5 777	1 248	7 025
Dividendes distribués			(340)			(340)	(101)	(441)
Variations et affectation			(2 121)	2 121		0		0
Ecart de conversion				(1 601)	1 868	267	20	287
Subventions d'investissement					1 948	1 948		1 948
Solde Décembre 2021	11 216	1 350	5 777	71 145	3 466	92 954	7 257	100 211

(1) « Autres réserves » contient les subventions d'investissement et les réserves de conversion.

En Milliers d'euros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et règles	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
167000 - Autres fonds propres	3 780	215	(47)				3 948
Autres fonds propres	3 780	215	(47)				3 948

NB : « Autres fonds propres » contient les avances remboursables BPI ou ADEME.

3.16 Note 15 – Provisions

En Milliers d'euros	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées durant la période	Reprises inutilisées	Variation de périmètre	Autres mouv.	Ecart de conversion	Clôture
Litiges	357	554	(170)					741
Garanties données	242	199	(135)	(1)				304
Pertes à terminaison	1 712		(920)					792
Autres risques	11 471	4 665	(818)		(0)	252	4	15 574
Provisions Pour Risques	13 781	5 418	(2 042)	(1)	(0)	252	4	17 412
Indemnités de fin de carrière	4 910	493	(258)				0	5 145
Autres charges	419	15	(396)				0	39
Provisions pour charge	5 330	508	(654)				0	5 184
Provisions pour risques et charge:	19 111	5 926	(2 696)	(1)	(0)	252	5	22 596

3.17 Note 16 – Emprunts et dettes financières

En Milliers d'euros	Ouverture	Augmentat.	Diminution	Variation	Variation de périmètre	Autres mouv.	Ecart de conversion	Clôture
Instruments dérivés passifs								
Emprunts auprès des étab. de crédit	49 177	15 467	(11 759)			(545)		52 341
Intérêts courus non échus (P)	126			(15)			0	111
Dettes financières diverses	270	8	(65)			(182)	(0)	30
Dette financière de crédit-bail	3 548		(596)				1	2 953
Dettes participations des salariés	1 587	299	(255)					1 631
Concours bancaires	244			(70)	0		7	181
Dettes financières	54 952	15 774	(12 674)	(84)	0	(727)	7	57 247

Les dettes financières sont à taux fixe.

L'échéancier des emprunts est le suivant :

En Milliers d'euros	31/12/2021
Moins 1 an	17 643
1 à 2 ans	9 203
2 à 3 ans	9 044
3 à 4 ans	9 098
4 à 5 ans	7 054
+ 5 ans	297
Emprunts auprès des étab. de crédit	52 341

L'échéancier des crédits baux est le suivant :

En Milliers d'euros	31/12/2021
Moins 1 an	515
1 à 2 ans	463
2 à 3 ans	463
3 à 4 ans	463
4 à 5 ans	463
+ 5 ans	586
Dettes financières de crédit-bail	2 953

3.18 Note 17 – Fournisseurs et comptes rattachés

En Milliers d'euros	Ouverture	Variation	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Fournisseurs	38 015	1 118	(67)	0	10	39 075
Avances et acomptes reçus	14 530	16 097	0		0	30 627
Fournisseurs et acomptes reçus	52 545	17 215	(67)	0	10	69 703

Les dettes fournisseurs sont à échéance à moins d'un an.

3.19 Note 17B – Autres dettes et comptes de régularisation

En Milliers d'euros	Ouverture	Variation	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Dettes fiscales et sociales	32 841	1 570	(0)	(0)	27	34 438
Fournisseurs d'immobilisation	2 622	(884)				1 738
Comptes courants créditeurs	901	1 084	(1 087)	(461)	0	437
Impôts différés passif	28		(21)			7
Dettes diverses	21 327	(3 861)	54	250	74	17 845
Produits constatés d'avance	29 771	(7 107)		(1 937)	7	20 734
Autres dettes	87 490	(9 198)	(1 054)	(2 147)	108	75 199

Les autres dettes sont principalement à moins d'un an.

4 Autres informations

4.1 Engagements hors bilan

- Nantissements d'actions

Suite à la signature du Contrat de Crédits Sénior le 12 mai 2021, un contrat de nantissement sur les titres des sociétés ALSYMEX, PMB et TRONICO HOLDING est signé à cette même date.

Société	Nombre de titres nantis	Tiers bénéficiaire	Montant de la facilité	Échéance du prêt
ALSYMEX	15 462 603	Pool bancaire (i)	Facilité de 40M€+15M€ (à l'origine)	12 mai 2026
PMB	3 938			
TRONICO HOLDING	671 614			

(i) Le Pool bancaire regroupe les banques ARKEA, Banque Populaire Grand Ouest, BNP Paribas, Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes et Crédit Lyonnais.

- Assurance homme clé

Des assurances homme clé ont été souscrites par certaines sociétés du groupe, en particulier en vue de répondre aux engagements qui peuvent être pris vis-à-vis des établissements financiers lors d'octrois de prêts.

Société bénéficiaire	Assuré(s)	Assureur	Tiers bénéficiaire	Date et durée	Montant garanti en K€
ALCEN	Multiples (ii)	METLIFE	Pool bancaire (i)	Contrats à tacite reconduction	6 667

(i) Le Pool bancaire regroupe les banques ARKEA, Banque Populaire Grand Ouest, BNP Paribas, Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes et Crédit Lyonnais.

(ii) Le Président d'ALCEN, le Directeur Général de TRONICO. Démarches en cours au 31/12/2021 : le Président de PMB, le Président d'ALSYMEX.

- Cautions bancaires

La société ALCEN dispose d'une enveloppe d'engagements par signature pour le compte du Groupe de 47M€ dont 15M€ auprès du nouveau Pool Bancaire, 5M€ d'encours avec l'ancien Pool Bancaire et 27M€ en bilatéral.

Le montant des cautions émises au 31 décembre 2021 est de 27M€.

Principaux bénéficiaires	Type de Garantie	Principaux émetteurs	Montants (en K€)
RI Research Instruments GMBH	Restitution d'acompte	Bilatéral	1 235
F4E Fusion For Energy	Restitution d'acompte	Pool et Bilatéral	22 679
HENSOLDT France	Restitution d'acompte	Bilatéral	462
Autres	Divers	Pool et Bilatéral	2 813
Total			27 189

- Engagements de location simple

Les engagements de location simple pour le groupe sont de 28M€ au 31 décembre 2021 :

Libellés	Engagements Alcen	Location Simple à -1 an	Location Simple de 1 an à 5 ans	Location Simple à + 6 ans
Location Simple	27 913	5 032	18 925	3 957

- Instruments financiers de couvertures

Sans objet.

- Passifs éventuels

Un litige est en cours avec un fournisseur de matières premières sensibles, pour lequel le Groupe ALCEN a assigné la société pour non-conformité. Une partie des encours du Groupe pourrait être affectée. Les discussions actuelles avec ce fournisseur ne laissent pas entrevoir de perte de valeur sur ces actifs.

- Parties liées

Les opérations réalisées avec les parties liées concernent celles réalisées avec les actionnaires du Groupe ALCEN et les opérations de locations simples réalisées avec le Groupe CENAL, qui a le même actionariat que le Groupe ALCEN.

Pour l'exercice 2021, elles se détaillent comme suit :

Partie liée	Nature de l'opération	Montant
Actionnaires	Néant	Néant
Groupe CENAL	Location simple de matériel immobilier	Charge de location de 2110 K€ sur l'exercice

- Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires au titre du contrôle légal des comptes de l'exercice 2021 est de 352 K€, dont 9 K€ d'honoraires au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

Libellés	Commissariat aux comptes	Autres missions	Total
KPMG	132	4	136
Deloitte	211		211
Autres	1	5	5
Honoraires des commissaires aux compte	343	9	352

• Informations concernant le personnel

Au 31 décembre 2021, l'effectif (CDI et CDD) du Groupe ALCEN est de 1 992 personnes (contre 1 942 personnes au 31 décembre 2020).

Aucune rémunération n'a été allouée aux membres des organes de direction et d'administration de la société ALCEN à raison de leurs fonctions dans les sociétés contrôlées, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Tableau - Répartition statutaire		Salariés CDI (temps complet)	Salariés CDI (temps partiel)	Effectifs CDI	Effectif CDD	Effectif Intérim	Effectif Global
Cadres	Direction & Administration	140	6	146	2	1	149
	Bureaux d'études	407	17	424	10	1	435
	Réalisation	186	3	189	6	1	196
	Chargé d'affaires & Commerciaux	80		80	1		81
Sous-Total Cadres		812	26	838	19	3	860
Employés	Direction & Administration	142	10	152	10	2	164
	Bureaux d'études	50	1	51	3	4	58
	Réalisation	823	35	858	31	24	913
	Chargé d'affaires & Commerciaux	26	3	29	2	4	35
Sous-Total Employés		1 041	49	1 090	46	34	1 170
TOTAL		1 853	74	1 927	65	37	2 030

4.2 Organigramme du Groupe ALCEN au 31 décembre 2021



(* Les sociétés DEEPLINKS et KHIMII ne sont pas intégrées au périmètre de consolidation.

4.3 Périmètre de consolidation

Raison sociale	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode d'intégration
	31/12/2021		31/12/2020		
ALCEN	Mère	Mère	Mère	Mère	Intégration Globale
ADR	93,6%	93,6%	95,0%	95,0%	Intégration Globale
ALCEDIAG	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
ALCEDIAG HOLDING	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
ALSEAMAR	99,4%	99,4%	98,1%	98,1%	Intégration Globale
ALSOLEN	50,0%	47,5%	50,0%	47,5%	Intégration Proportionnelle
ALSOLENTECH	50,0%	47,5%	50,0%	47,5%	Intégration Proportionnelle
ALSYMEX	97,8%	97,8%	97,8%	97,8%	Intégration Globale
ALSYOM	100,0%	97,8%	100,0%	97,8%	Intégration Globale
ALYNOX	-	-	100,0%	97,8%	Intégration Globale
ALYNOX (Ex. SIRATECH)	100,0%	97,8%	100,0%	97,8%	Intégration Globale
ATMOSTAT	100,0%	97,8%	98,0%	95,9%	Intégration Globale
CHAMPALLE	100,0%	97,8%	100,0%	97,8%	Intégration Globale
EPSILON	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	Intégration Globale
FLASHKNIFE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
FLASH-KNIFE	-	-	100,0%	100,0%	Intégration Globale
HAGALIFE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
HF	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	Intégration Globale
IRELEC	97,5%	97,5%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
ITHPP	100,0%	95,0%	100,0%	95,0%	Intégration Globale
ITHPP HOLDING	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	Intégration Globale
ITP	99,8%	97,6%	99,8%	97,6%	Intégration Globale
KHIMOD	96,0%	96,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
LERITY	96,5%	96,5%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
METACERAM	100,0%	96,0%	100,0%	96,0%	Intégration Globale
NEO-28	100,0%	100,0%	-	-	Intégration Globale
NEO-35	100,0%	100,0%	-	-	Intégration Globale
NEO-6	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
PMB	96,0%	96,0%	96,0%	96,0%	Intégration Globale
PMB TUNISIE	99,6%	95,6%	99,6%	95,6%	Intégration Globale
SEV	100,0%	97,8%	100,0%	97,8%	Intégration Globale
SINTERA	-	-	100,0%	96,0%	Intégration Globale
SKILLCELL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
SYNBIOLAB	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
TAME-WATER	100,0%	92,8%	100,0%	93,8%	Intégration Globale
THERIC	-	-	95,0%	95,0%	Intégration Globale
TRONICO	100,0%	92,8%	100,0%	93,8%	Intégration Globale
TRONICO ATLAS	100,0%	92,8%	100,0%	93,8%	Intégration Globale
TRONICO HOLDING	92,8%	92,8%	93,8%	93,8%	Intégration Globale
WAXACO	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale

ALCEN
Société par actions simplifiée au capital de 11.216.046,48 euros
Siège social : 6 rue Paul Baudry 75008 Paris
345 252 084 RCS Paris

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT
A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
SUR LES COMPTES SOCIAUX ET CONSOLIDÉS

Chers associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

I - SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

La Société a poursuivi au cours de l'exercice son activité de holding animatrice de groupe.
L'annexe comptable inclut un tableau de synthèse des informations portant sur les participations significatives.

II - ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

La Société n'a pas d'activité en matière de recherche et développement.

III – INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions du code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, conformément aux modèles établis par l'arrêté du 20 mars 2017 des délais de paiement de nos fournisseurs et clients, faisant apparaître les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu :

	Article D.441 I, 1° du code de commerce :				
	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	NON APPLICABLE				18
Montant total des factures concernées (TTC)	1 257 677 euros	470 euros	4 200 euros	1 787 euros	1 476 299 euros
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	58,52%	0,02%	0,20%	0,08%	58,82%
Pourcentage du chiffre d'affaires	NON APPLICABLE				

de l'exercice (TTC)	
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées	
Nombre de factures exclues	0
Montant total des factures exclues (Préciser HT ou TTC)	0 euros
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L 441-6 ou article L 441-3 du code de commerce)	
Délai de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délai Contractuel : délai indiqué sur les factures

	Article D.441 I, 2° du code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	NON APPLICABLE				2
Montant total des factures concernées (TTC)	0 euro	8 726 euros	0 euro	1 euro	8 727 euros
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	NON APPLICABLE				
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)	0,00%	0,22%	0,00%	0,00%	0,22%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées					
Nombre de factures exclues	0				
Montant total des factures exclues (Préciser HT ou TTC)	0 euros				
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L 441-6 ou article L 441-3 du code de commerce)					
Délai de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délai Contractuel : délai indiqué sur les factures				

IV - EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Le chiffre d'affaires est en augmentation : il s'établit à 3.349.622 contre 3.018.481 € au 31 décembre 2020.

L'augmentation des charges d'exploitation génère un résultat d'exploitation d'un montant de 1.855.614 € contre un montant de 2.591.872 € pour l'exercice précédent.

Le résultat exceptionnel est en augmentation : il s'établit à un montant de 33.868 € contre un résultat négatif de 2.160.250 € au 31 décembre 2020.

Le résultat financier ressort en négatif à hauteur de 5.323.291 € contre un résultat négatif de 9.342.118 € pour l'exercice précédent.

In fine, l'exercice se termine par une perte de 1.824.692 € contre 7.394.851 € au 31 décembre 2020.

V - PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Nous vous précisons que les règles d'évaluation et les méthodes de présentation des états comptables qui vous sont soumis sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quarter du code général des impôts, nous vous informons que les comptes de l'exercice écoulé ne comprennent pas d'amortissement excédentaire, charges non déductibles du résultat fiscal au sens de l'article 39-4 du code général des impôts.

VI - PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE

Au 31 décembre 2021, le chiffre d'affaires s'élève à 258.136 K€ contre 243.171 K€ au 31 décembre 2020.

Le résultat d'exploitation ressort à 9.670 K€ contre 10.394 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice – part du groupe – présente un bénéfice de 3.777 K€ contre 2.462 K€ en 2020.

Au cours de l'exercice, le Groupe a poursuivi ses travaux de recherche et développement.

VII - AFFECTATION DU RESULTAT – DIVIDENDES DISTRIBUES

Déduction faite de toutes charges, impôts et amortissements, les comptes qui vous sont présentés font ressortir une perte de 1.824.692 € que nous vous proposons d'affecter au compte « report à nouveau ».

Conformément à la loi, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Dividendes	Revenus éligibles à l'abattement	Revenus non éligibles à l'abattement
31/12/20	€.340.114	€.328.937	€.11.177
31/12/19	€.395.481	€.382.484	€.12.997
31/12/18	€.390.282	€.382.484	€.7.798

VIII - CONVENTIONS VISEES PAR LES ARTICLES L.227-10 ET L.227-11 DU CODE DE COMMERCE

En application des dispositions des articles L 227-10 et L.227-11 du code de commerce, nous vous prions de bien vouloir prendre acte des conventions mentionnées au rapport spécial du commissaire aux comptes et de les approuver telles que décrites par ledit rapport.

IX - FILIALES ET PARTICIPATIONS

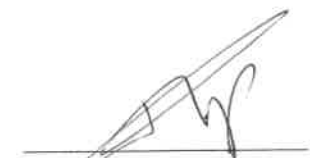
L'annexe comptable inclut un tableau de synthèse des informations portant sur les participations significatives.

**X - EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE
EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES**

La situation évolutive du conflit en Ukraine et les sanctions prises par l'Union Européenne envers la Russie n'ont pas d'incidences jugées significatives sur les activités de la société / du groupe.

À la date d'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2021 de l'entité, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause sa capacité à poursuivre son exploitation.

Nous espérons que ce qui précède recueillera votre agrément et que vous voterez les résolutions correspondantes.



Le Président

*

*

*

Tableau des filiales et participations

Filiales	Capital	Capitaux Propres après Résultat 2021	Dividendes encaissés par ALCEN en 2021	% de Détection	Valeur Comptable des Titres				
					Valeur Brute 31/12/2020	Acquisition / Augmentation de Capital	Cession / Fusion	Valeur Brute 31/12/2021	Valeur Nette 31/12/2021
ADR	1 810 890	20 375 917		93,58%	4 469 871			4 469 871	4 469 871
ALCEDIAG HOLDING	339 987	-2 188 598		100,00%	339 987			339 987	
ALSEAMAR	596 160	6 808 101		99,39%	5 946 537	4 000 103		9 946 640	9 946 640
ALSYMEX	15 807 355	14 223 624		97,82%	15 462 602			15 462 602	15 462 602
CONNAISSANCE DES ENERGIES	50 000	NC		82,50%	41 250			41 250	
EPSILON	270 000	4 497 826	100 000	50,00%	1 486 900			1 486 900	1 486 900
FLASHKNIFE	1	-1 163		100,00%	1			1	1
FLASH-KNIFE							1		
HAGALIFE	1	-12 369		100,00%	1			1	
HF	30 000 100	-3 465 158		95,00%	28 500 095			28 500 095	(1)
IRELEC	300 000	519 184		97,50%	1 311 781		32 795	1 278 987	1 278 987
ITHPP HOLDING	50 000	9 905 332		95,00%	47 500			47 500	47 500
KHIMOD	2 850 409	1 713 979		96,00%	2 850 409		114 016	2 736 393	2 736 393
LERITY	3 014 642	1 947 801		96,50%	6 310 944		220 882	6 090 062	6 090 062
MEDISIS PHARMA		NC	NC	NC					
NEO-6	875 000	-125 738		100,00%	210 068	5		210 073	210 073
NEO-28	1	-1 054			875 000			875 000	1
NEO-35	1	-151					1		1
PMB	623 656	30 426 868		97,40%	669 827			669 827	669 827
SKILLCELL	50 000	603 154		100,00%	50 000			50 000	50 000
SYNBIOLAB	1 000	434 547		100,00%	1 000			1 000	1 000
THERIC					9 500	500	10 000		
TRONICO HOLDING	10 915 187	15 097 251		92,83%	10 887 531	8 815	116 116	10 780 230	10 780 230
WAXACO	2 375	-515 843		99,96%	2 374			2 374	
Autres Participations					11 463			11 463	9 466
			100 000						
					79 484 642	4 009 425	493 810	83 000 258	53 239 553

ALCEN

Société par actions simplifiée

6, rue Paul Baudry

75008 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

KPMG SA

Tour EQHO | 2, Avenue Gambetta CS 60055

92066 Paris-La-Défense Cedex

S.A. au capital de 5 497 100 €

775 726 417 R.C.S. Nanterre

Société anonyme d'expertise comptable
et de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie
Régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 188 160 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

ALCEN

Société par actions simplifiée

6, rue Paul Baudry

75008 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux associés de la société ALCEN

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ALCEN relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode concernant la 1^{ère} application du Règlement ANC 2020-01 décrit dans la note 2.1 " Base de préparation des états et changement de règles comptables" de l'annexe des comptes consolidés.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

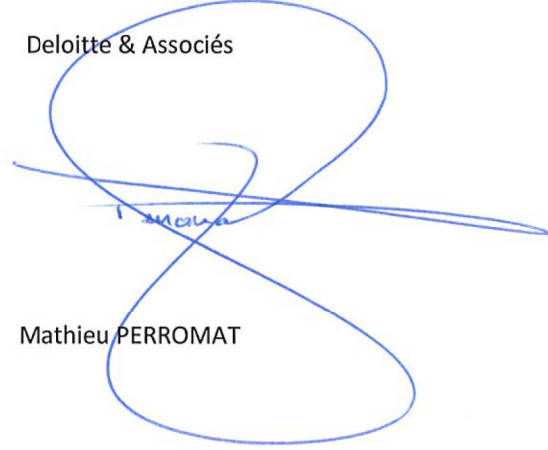
- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense et Bordeaux, le 6 mai 2022

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

Deloitte & Associés



Laurent GENIN

Mathieu PERROMAT



RAPPORT ANNUEL

**COMPTES CONSOLIDES EN NORMES FRANCAISES
AU 31 DECEMBRE 2021**

Table des Matières

Bilan consolidé	4
Compte de résultat consolidé	5
Tableau de flux de trésorerie consolidé	6
Note aux états financiers.....	7
1 Faits significatifs de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation	7
1.1 Présentation du Groupe.....	7
1.2 Faits significatifs de l'exercice.....	8
1.3 Evènements postérieurs à l'exercice.....	11
2 Méthodes comptables	12
2.1 Base de préparation des états et changement de règles comptables	12
2.2 Méthodes de consolidation	12
2.3 Dates de clôture	13
2.4 Excédent brut d'exploitation	13
2.5 Immobilisations incorporelles	13
2.6 Frais de recherche et développement	14
2.7 Crédit Impôt Recherche (CIR).....	14
2.8 Immobilisations corporelles.....	15
2.9 Immobilisations financières	15
2.10 Stocks	16
2.11 Créances.....	16
2.12 Créances et dettes en monnaie étrangère	16
2.13 Valeurs mobilières de placement et disponibilités	16
2.14 Provisions pour risques et charges	17
2.15 Impôts différés.....	18
2.16 Produits constatés d'avance	18
2.17 Subventions d'investissement.....	18
2.18 Emprunts et dettes financières.....	18
2.19 Chiffre d'affaires	19
2.20 Résultat exceptionnel	19
3 Analyse du contenu de certains postes du bilan et du compte de résultat consolidé.....	20
3.1 Note 1 – Produits d'exploitation	20
3.2 Note 2 – Charges d'exploitation	20
3.3 Note 3 – Résultat financier.....	21
3.4 Note 4 – Résultat exceptionnel	21
3.5 Note 5 – Preuves d'impôts et impôts différés	22
3.6 Note 6 – Ecart d'acquisition.....	23
3.7 Note 7 – Capital souscrit non appelé.....	23

3.8	Note 8 – Immobilisations incorporelles	23
3.9	Note 9 – Immobilisations corporelles.....	24
3.10	Note 10 – Immobilisations financières et titres mis en équivalence	25
3.11	Note 11 – Stocks en cours.....	26
3.12	Note 12 – Clients et comptes rattachés.....	27
3.13	Note 12B – Autres créances et comptes de régularisation.....	28
3.14	Note 13 – Valeurs mobilières de placements et disponibilités.....	29
3.15	Note 14 – Capital social	30
3.16	Note 15 – Provisions.....	31
3.17	Note 16 – Emprunts et dettes financières.....	31
3.18	Note 17 – Fournisseurs et comptes rattachés	32
3.19	Note 17B – Autres dettes et comptes de régularisation	32
4	Autres informations	33
4.1	Engagements hors bilan	33
4.2	Organigramme du Groupe ALCEN au 31 décembre 2021	36
4.3	Périmètre de consolidation	37

Bilan consolidé

En Milliers d'euros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Actif			
Capital souscrit non appelé	Note 7		
Immobilisations incorporelles	Note 8	4 894	4 057
Dont Ecarts d'acquisition	Note 6	841	856
Immobilisations corporelles	Note 9	54 135	53 000
Immobilisations financières	Note 10	3 825	3 501
Titres mis en équivalence	Note 10		
Total Actif Immobilisé		62 854	60 557
Stocks et en-cours	Note 11	68 668	68 588
Clients et comptes rattachés	Note 12	107 500	100 213
Autres créances et comptes de régularisation	Note 12	46 234	45 212
Valeurs mobilières de placement	Note 13	1 205	2 082
Disponibilités	Note 13	42 441	32 026
Total Actif Circulant		266 049	248 122
Total de l'Actif		328 903	308 679

En Milliers d'euros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Passif			
Capital social		11 216	11 216
Primes		1 350	1 350
Réserves consolidées		71 145	70 370
Résultat net part du Groupe		5 777	2 462
Autres réserves (1)		3 466	(350)
Total Capitaux Propres - Part du Groupe	Note 14	92 954	85 047
Total Intérêts minoritaires	Note 14	7 257	5 753
Total Capitaux Propres	Note 14	100 211	90 800
AUTRES FONDS PROPRES	Note 14	3 948	3 780
Provisions pour risques et charges	Note 15	22 596	19 111
Provisions		22 596	19 111
Ecart d'Acquisition Négatif		0	0
Emprunts et dettes financières	Note 16	57 247	54 952
Fournisseurs	Note 17	69 703	52 545
Autres dettes et comptes de régularisation	Note 17	75 199	87 490
Total des Dettes		202 149	194 987
Total du Passif		328 903	308 679

(1) « Autres réserves » contient les subventions d'investissement et les réserves de conversion.

Compte de résultat consolidé

En Milliers d'euros	Notes	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'Affaires	Note 1	258 136	243 171
Production stockée	Note 1	(3 337)	(735)
Production immobilisée	Note 1	3 189	5 490
Production de l'Exercice		257 988	247 927
Achats consommés	Note 2	(108 837)	(104 846)
Marge Brute d'Exploitation		149 152	143 081
Autres Charges Externes	Note 2	(32 030)	(29 190)
Valeur Ajoutée		117 121	113 892
Crédit Impôt Recherche et subventions	Note 1	16 187	16 287
Impôts et taxes	Note 2	(4 561)	(6 377)
Charges de personnel	Note 2	(109 773)	(104 595)
Autres produits d'exploitation	Note 1	1 579	1 485
Autres charges d'exploitation	Note 2	(530)	(1 278)
Excédent Brut d'Exploitation		20 024	19 415
Reprises amortissements et provisions	Note 1	4 459	5 149
Dotations aux amortissements et provisions	Note 2	(14 812)	(14 170)
Résultat d'Exploitation avant Dotations des Ecarts d'Acq.		9 670	10 394
Dotations aux amortissements des écarts d'acq.	Note 6	(15)	(816)
Résultat d'Exploitation après dotations des Ecarts d'Acq.		9 655	9 579
Opérations faites en commun			0
Résultat Financier	Note 3	(1 734)	(1 704)
Résultat Exceptionnel	Note 4	(758)	(3 849)
Impôts sur les résultats	Note 5	(138)	(420)
Résultat Net des Entreprises Intégrées		7 025	3 605
Résultat net d'impôts des activités cédées			
Quote-part résultats des mises en équivalence			
Résultat Net de l'Ensemble Consolidé		7 025	3 605
Part revenant aux minoritaires		1 248	1 143
Résultat net part du Groupe		5 777	2 462

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En Milliers d'€uros		31/12/2021	31/12/2020
Résultat net des sociétés intégrées		7 025	3 605
Amortissements et provisions (1)	Note 1-2	13 993	13 508
Variation des impôts différés	Note 5	(43)	53
Plus-value de cession		(3 149)	501
Autres éléments		(587)	15
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		17 240	17 682
Incidence de la variation des stocks et en-cours	Note 11	41	569
Incidence de la variation des clients	Note 12	7 281	(2 830)
Incidence de la variation des fournisseurs	Note 17	17 147	(3 580)
Incidence de la variation des autres créances et dettes	Notes 12-17	(22 726)	25 919
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		1 743	20 077
Flux de trésorerie généré par l'activité		18 984	37 759
Acquisition d'immobilisations	Notes 8-9-10	(16 398)	(19 854)
Cessions d'immobilisations	Notes 8-9-10	4 427	843
Incidence des variations de périmètre et acq. de titres	Note 10	(270)	(41)
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(12 241)	(19 052)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	Note 14	(340)	(169)
Dividendes versés aux minoritaires des soc. intégrées	Note 14	(101)	(28)
Augmentation de capital en numéraire	Note 14	(0)	0
Variation des autres fonds propres		0	0
Titres d'autocontrôle		0	0
Incidence de la variation des cours de devises		38	(58)
Emission d'emprunts	Note 16	15 988	36 128
Remboursements d'emprunts	Note 16	(12 721)	(37 801)
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement		2 863	(1 928)
Variation de trésorerie		9 606	16 779
Trésorerie d'ouverture	Note 13	33 857	17 080
Trésorerie de clôture	Note 13	43 464	33 857
Incidence des variations du cours de devises		38	-58

(1) à l'exclusion des dépréciations sur actif circulant

1 Faits significatifs de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation

1.1 Présentation du Groupe

ALCEN, les hommes et les femmes qui la constituent, s'appuient sur des technologies nombreuses, souvent de pointe, parfois uniques au monde, pour développer des innovations qui participeront à façonner le monde de demain.

ALCEN concentre initialement son activité dans un nombre restreint de domaines de la Défense, hautement critiques et requérant l'usage de technologies variées et particulièrement pointues.

La Société étend par la suite l'usage de ses technologies à d'autres domaines dont le Médical et l'Énergie dans lesquels elle acquiert progressivement une expertise.

Forte de ses nouvelles compétences, ALCEN prend la décision au début des années 2010 de lancer sur ses fonds propres, en parallèle de ses activités habituelles et historiques, un nombre significatif de développements. Il s'agit de créer des produits en rupture pouvant significativement, voire considérablement, impacter de larges populations humaines. Certains d'entre eux sont présentés sur les sites internet des filiales d'ALCEN, d'autres ne le sont pas.

L'effort considérable engagé par ALCEN dans cette démarche et dans ses activités habituelles, mobilise son personnel et confère à ses actions une dimension sociale et sociétale dont elle est fière.

ALCEN travaille dans 5 domaines :

- Défense & Sécurité
- Énergie
- Médical & Santé
- Aéronautique & Spatial
- Grands Instruments Scientifiques

ALCEN a pour ambition d'y établir une politique constante d'innovation appliquée en priorité à ses propres produits et ses propres services. Pour ce faire, elle développe en interne une base technologique particulièrement étendue. Elle collabore étroitement avec des centres de recherche. Elle transfère systématiquement d'un domaine vers les autres les avancées technologiques et retours d'expérience. Elle développe ses technologies dans des laboratoires spécialisés organisés autour d'un nombre limité d'experts de haut niveau.

ALCEN construit ainsi un modèle technologique intégré original bénéficiant d'une productivité d'exception.

ALCEN dispose d'un grand nombre de laboratoires travaillant sur des technologies variées. De manière à rendre compatibles ses ambitions et ses moyens, elle développe également un savoir-faire de collaboration avec des centres de recherche extérieurs. Ainsi, elle tisse au fil des années des liens étroits en particulier avec le CEA DAM (Direction des Applications Militaires), le CEA DRT (Direction de la Recherche Technologique), le CEA DRF (Direction de la Recherche Fondamentale), les laboratoires du CNRS, l'Ifremer, le BRGM, l'ONERA, mais aussi avec des écoles et universités.

Dans sa démarche partenariale, elle privilégie les recherches « appliquées » c'est-à-dire destinées à un produit spécifié dès l'origine.

ALCEN a pour habitude culturelle d'utiliser les connaissances technologiques acquises dans le partenariat à des domaines autres que ceux initialement choisis.

1.2 Faits significatifs de l'exercice

- **Covid-19**

En raison de l'épidémie de coronavirus et des mesures de confinement décidées par le gouvernement, la société ALCEN a mis en œuvre les différentes mesures mises à disposition sur le plan réglementaire et financier afin de poursuivre son activité et l'activité du Groupe avec notamment la mise en place du Prêt Garanti par l'Etat (PGE).

L'épidémie n'a pas de conséquence majeure sur l'activité de la Société.

Sur cette base, la Direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté des comptes du 31 décembre 2021 reste approprié.

- **Signature d'un nouveau contrat de Crédits Sénior**

Un Contrat de Crédits Sénior est signé le 12 mai 2021 entre ALCEN et 5 banques :

- BNP Paribas en qualité d'Agent, d'Agent des Sûretés, d'Arrangeur Mandaté, de Prêteur Senior Initial et de Banque Emettrice ;
- Crédit Lyonnais en qualité d'Arrangeur Mandaté et de Prêteur Senior Initial ;
- Banque Populaire Grand Ouest en qualité de Prêteur Senior Initial ;
- Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes en qualité de Prêteur Senior Initial ;
- ARKEA en qualité de Prêteur Senior Initial.

Le montant total des Crédits Sénior de 55M€ se répartit de la façon suivante :

- Un Crédit d'Investissements dont l'échéance de remboursement est prévue le 12 mai 2026.

L'encours maximum autorisé évolue de la façon suivante :

○ A compter du 12 mai 2021	30M€
○ A compter du 12 mai 2022	40M€
○ A compter du 12 mai 2023	40M€
○ A compter du 12 mai 2024	40M€
○ A compter du 12 mai 2025	20M€

Au 31 décembre 2021, le montant du tirage utilisé est de 15M€.

- Un Crédit par Signature d'un montant maximum de 15M€ utilisé pour l'émission de garantie(s) pour ALCEN ou pour le compte de ses filiales.

Au 31 décembre 2021, le montant du tirage utilisé est de 4M€.

- **Prêt Garanti par l'Etat (PGE)**

Le Prêt Garanti par l'Etat (PGE) signé en 2020 entre ALCEN et 8 banques représente un montant de 35M€.

Au cours de l'année 2021, ALCEN exerce l'option d'amortissement du prêt sur une période d'amortissement du capital de 5 ans avec un début d'amortissement à compter de septembre 2022.

Etablissement de Crédit	%	Nominal	Date du contrat	Frais de garantie initial	TOTAL	Date limite de remboursement	KRD 31/12/2021
BNP Paribas	29,3%	10 250 000	28/09/2020	432 187	10 682 187	18/09/2026	10 682 187
Banque Palatine	5,3%	1 860 000	23/09/2020	9 300	1 869 300	23/09/2026	1 869 300
LCL	16,8%	5 870 000	21/09/2020		5 870 000	21/09/2026	5 870 000
ARKEA	11,2%	3 910 000	09/09/2020		3 910 000	10/09/2026	3 910 000
BPGO	5,6%	1 960 000	29/09/2020		1 960 000	23/09/2026	1 960 000
CEAPC	14,5%	5 090 000	10/09/2020	25 450	5 115 450	18/09/2026	5 115 450
Crédit Agricole	8,0%	2 800 000	21/09/2020		2 800 000	25/09/2026	2 800 000
BPI France	9,3%	3 260 000	06/10/2020		3 260 000	31/10/2026	3 260 000
Total PGE (€)	100,0%	35 000 000		466 937	35 466 937		35 466 937

Certaines banques (BNP Paribas, Banque Palatine et Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes) ont inclus la commission de garantie initiale dans le capital à rembourser.

- **Opérations sur les Titres de Participation**

- Rachat d'Actions IRELEC en vue d'une attribution gratuite

Au 31 décembre 2019, ALCEN détient 300 000 actions IRELEC sur un total de 300 000 actions, soit une détention de 100%.

Aux termes d'un Procès-Verbal des Décisions du Président signé le 15 décembre 2020, un rachat de 7 500 actions IRELEC est décidé par IRELEC en vue de leur attribution gratuite aux dirigeants de la Société pour une valeur unitaire de 0,73€, soit un montant total de 5 475€.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 292 500 actions IRELEC sur un total de 300 000 actions, soit une détention de 97,50%.

- Rachat d'Actions LERITY en vue d'une attribution gratuite

Au 31 décembre 2019, ALCEN détient 3 014 642 actions LERITY sur un total de 3 014 642 actions, soit une détention de 100%.

Aux termes d'un Procès-Verbal des Décisions du Président signé le 15 décembre 2020, un rachat de 105 512 actions LERITY est décidé par LERITY en vue de leur attribution gratuite aux dirigeants et/ou aux salariés pour une valeur unitaire de 0,50€, soit un montant total de 52 756€.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 2 909 130 actions LERITY sur un total de 3 014 642 actions, soit une détention de 96,50%.

- Opérations sur les Actions TRONICO HOLDING

Au 31 décembre 2019, ALCEN détient 671 204 actions TRONICO HOLDING sur un total de 715 750 actions, soit une détention de 93,78%.

- Rachat d'Actions en vue d'une attribution gratuite

Aux termes d'un Procès-Verbal des Décisions du Président signé le 22 décembre 2020, un rachat de 7 157 actions TRONICO HOLDING est décidé par TRONICO HOLDING en vue de leur attribution gratuite aux dirigeants de la Société ou de l'une de ses filiales pour une valeur unitaire de 21,50€, soit un montant total de 153 875,50€.

A la suite de ce rachat, ALCEN détient 664 047 actions TRONICO HOLDING sur un total de 715 750 actions, soit une détention de 92,78%.

- Rachat d'Actions

ALCEN rachète 410 actions TRONICO HOLDING à un actionnaire externe le 26 mars 2021 pour un montant total de 8 815€.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 664 457 actions TRONICO HOLDING sur un total de 715 750 actions, soit une détention de 92,83%.

- Rachat d'Actions KHIMOD en vue d'une attribution gratuite

Au 31 décembre 2020, ALCEN détient 2 850 409 actions KHIMOD sur un total de 2 850 409 actions, soit une détention de 100%.

Aux termes d'un Procès-Verbal des Décisions du Président signé le 31 décembre 2021, un rachat de 114 016 actions KHIMOD est décidé par KHIMOD en vue de leur attribution gratuite aux dirigeants et/ou aux salariés est décidée pour une valeur unitaire de 1€, soit un montant total de 114 016€.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 2 736 393 actions KHIMOD sur un total de 2 850 409 actions, soit une détention de 96%.

- Fusion ALYNOX-SIRATECH

Au 31 décembre 2020, les sociétés ALYNOX et SIRATECH sont détenues à 100% par la société ALSYMEX.

Un traité de fusion est signé entre ALYNOX et SIRATECH le 12 avril 2021.

La fusion-absorption de la société ALYNOX par la société SIRATECH (renommée ALYNOX par la suite) est réalisée sur la base de la valeur comptable de la Société Absorbée au 31 décembre 2020 et prend effet, au plan comptable et au plan fiscal, à compter du 1er janvier 2021.

L'actif net négatif de (837 641)€ de la société ALYNOX est constaté en report à nouveau dans les comptes de la société SIRATECH au 1er janvier 2021.

- Augmentation de capital ADR

Au 31 décembre 2020, ALCEN détient 112 971 actions ADR sur un total de 118 916 actions, soit une détention de 95%.

Aux termes d'un Procès-Verbal des Décisions du Président signé le 1er février 2021, une augmentation de capital de 27 150€ de la société ADR est constatée par incorporation de réserves suite à l'attribution définitive de 1 810 actions gratuites à son Président.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 112 971 actions ADR sur un total de 120 726 actions, soit une détention de 93,58%.

- Augmentation de Capital ALSEAMAR

Au 31 décembre 2020, ALCEN détient 6 921 actions ALSEAMAR pour un montant total de 5 946 537€, soit une détention de 98,10%.

Aux termes d'un Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire signé le 30 novembre 2021, une augmentation de capital de 403 519€, accompagnée d'une prime d'émission de 3 596 484€, de la société ALSEAMAR est décidée par création de 14 790 actions nouvelles et par incorporation du compte-courant ALCEN.

Au 31 décembre 2021, ALCEN détient 21 711 actions ALSEAMAR pour un montant total de 9 946 640€, soit une détention de 99,39%.

- Rachat d'actions ATMOSTAT par ALSYMEX

Au 31 décembre 2020, ALSYMEX détient 98 000 actions ATMOSTAT pour un montant total de 3 135 542€, soit une détention de 98%.

ALSYMEX rachète 2 000 actions à un actionnaire externe le 28 juin 2021 pour un montant total de 120 524€.

Au 31 décembre 2021, ALSYMEX détient 100 000 actions ATMOSTAT pour un montant total de 3 256 066€, soit une détention de 100%.

- Dissolutions sans liquidation de THERIC, FLASH-KNIFE et SINTERA

Au cours de l'exercice, les sociétés THERIC et FLASH-KNIFE font l'objet d'une dissolution sans liquidation dans ALCEN, et la société SINTERA fait l'objet d'une dissolution sans liquidation dans PMB.

Celles-ci génèrent un mali de fusion global de 1 087 791€.

- **Provision pour risques et charges**

Au 31 décembre 2021, une provision pour risque d'un montant de 15M€ est comptabilisée (contre 9M€ au 31 décembre 2020). Cette provision se décompose de la manière suivante :

- 8M€ suite à la réorganisation du Pôle Mécanique, concernant en particulier les filiales d'ALSYMEX : ALSYOM, ALYNOX, ATMOSTAT, CHAMPALLE, SEIV et ITP (contre 5M€ au 31 décembre 2020) ;
- 7M€ pour couvrir un risque lié à la réorganisation du Pôle ALSOLEN (contre 4M€ au 31 décembre 2020).

1.3 Evènements postérieurs à l'exercice

- **Impact de la guerre en Ukraine et des sanctions à l'encontre de la Russie**

Aucune filiale du Groupe ALCEN n'est en relation d'affaires directement ou indirectement avec une contrepartie (client, fournisseur) située en Ukraine ou en Russie.

La Direction n'identifie pas d'impact direct à ce jour.

2 Méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après pour les principes généraux et intégrées avec chaque note présentant les principes applicables aux différents postes.

2.1 Base de préparation des états et changement de règles comptables

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du règlement ANC 2020-01 relatif aux comptes consolidés des entreprises individuelles et commerciales.

Les comptes consolidés ne sont pas significativement impactés par les changements apportés par le règlement ANC 2020-01 qui s'applique pour la première fois de manière prospective aux transactions survenant postérieurement au 1^{er} janvier 2021 ainsi qu'aux contrats conclus après cette date.

Le Groupe applique les méthodes préférentielles relatif aux comptes consolidés, sauf mention spécifique.

Les états financiers individuels des sociétés du Groupe sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros (K€) sauf indication contraire.

2.2 Méthodes de consolidation

Toutes les filiales et participations placées sous le contrôle exclusif de la société ALCEN ou sur lesquelles cette dernière exerce un contrôle conjoint ou une influence notable, et qui présentent un caractère significatif sont retenues dans le périmètre de consolidation.

Les comptes des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif par une société résulte du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles des sociétés contrôlées afin de tirer avantage de leurs activités.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actif et passif constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Les participations non contrôlées par le Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'influence notable s'entend du pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles des sociétés sous influence notable sans en avoir le contrôle.

Les opérations et les soldes intragroupes significatifs sont éliminés.

Le périmètre de consolidation est présenté au chapitre 4.

2.3 Dates de clôture

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs exercices au 31 décembre.

2.4 Excédent brut d'exploitation

Le compte de résultat présente l'agrégat financier « Excédent Brut d'Exploitation ». La définition retenue pour la présentation de cet agrégat dans les états financiers est conforme à celle prévue par le Pool bancaire pour le calcul des ratios du Groupe.

Ainsi, l'Excédent Brut d'Exploitation se compose du résultat d'exploitation ; augmenté des dotations nettes des reprises aux provisions d'exploitation sur actifs et aux provisions d'exploitation pour risques et charges ; augmenté des dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (incluant notamment les charges d'amortissement relatives au retraitement en consolidation des crédits-baux et des locations financières) ; augmenté des dotations aux amortissements des charges à répartir.

2.5 Immobilisations incorporelles

Principe

L'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise résulte de sa prise de contrôle par l'entreprise consolidante, quelles que soient les modalités juridiques de l'opération : achat de titres, fusion, échange d'actions ou apport partiel.

La juste valeur du coût d'acquisition des titres prend en considération :

- Prix d'achat des titres
- Coûts directement imputables à l'acquisition (droits d'enregistrement, frais d'émission des titres, honoraires versés aux consultants net d'effet impôt)

Ces coûts directs sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur dans l'hypothèse où ces derniers sont significatifs à l'échelle du prix d'achat des titres et des comptes consolidés du Groupe.

La juste valeur des actifs et passifs de l'entreprise acquise

- L'évaluation des actifs et des passifs identifiables est réalisée en fonction de la situation existant à la date d'entrée de l'entreprise dans le périmètre. L'entreprise dispose d'un délai se terminant à la clôture du premier exercice ouvert postérieurement à l'acquisition pour réaliser les évaluations.
- Les éléments d'actifs et de passifs sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition de la filiale.
- L'évaluation des valeurs estimées se fait chaque année conformément aux règles comptables suivies dans le Groupe.

L'objectif étant de déterminer, élément par élément, une valeur d'utilité à la date d'acquisition, les méthodes appliquées peuvent être différentes des méthodes d'évaluation habituellement utilisées par l'entreprise consolidante pour le bilan consolidé.

Le principe de la valeur d'utilité n'interdit pas que les valeurs comptables puissent être représentatives de celle-ci.

Ecarts d'acquisition

Ce poste enregistre l'écart entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés d'une société à la date d'acquisition.

La détermination de la valeur d'entrée des actifs et des passifs est faite conformément aux dispositions du Règlement ANC 2020-01.

Les écarts d'acquisition positifs constatés antérieurement au 1^{er} janvier 2016 font l'objet d'un amortissement homogène selon le mode linéaire sur une durée de 10 ans. En règle générale, les écarts d'acquisition positifs constatés postérieurement au 1^{er} janvier 2016 ne sont pas amortis, sauf lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, auquel cas l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée.

Les écarts d'acquisition négatifs sont comptabilisés en résultat de la période.

Un test de dépréciation est réalisé chaque année pour l'ensemble des écarts d'acquisition.

Tests de dépréciation des écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation effectués au 31 décembre 2021 ne nécessitent pas de constater des dépréciations. Les analyses de sensibilité avec une variation de plus ou moins 10% du taux d'actualisation ne conduisent également pas à constater des dépréciations.

2.6 Frais de recherche et développement

Les frais de Recherche et Développement sont comptabilisés en charges de période, à l'exception des frais de développement qui remplissent les critères de capitalisation.

Selon les conditions de l'article 212-3 du règlement de l'Autorité des normes comptables n°2014-03, les frais de développement peuvent être comptabilisés à l'actif s'ils se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale. Ceci implique de respecter l'ensemble des critères suivants :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La capacité de l'immobilisation incorporelle à générer des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- La disponibilité de ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ; et,
- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

2.7 Crédit Impôt Recherche (CIR)

Le groupe ALCEN supporte un effort de R&D conséquent, qui donne lieu à la comptabilisation d'un Crédit d'Impôt Recherche (CIR). Ce CIR assimilé à une subvention d'exploitation liée aux dépenses de R&D réalisées au cours de l'exercice, et comptabilisées en charges de la période, est comptabilisé en subvention dans le résultat d'exploitation et non en déduction de la charge d'impôts de l'exercice.

Au 31 décembre 2021, le CIR est comptabilisé dans les produits d'exploitation pour un montant de 13 487 K€ (contre 11 641 K€ au 31 décembre 2020).

2.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Lors de leur entrée dans le patrimoine du Groupe, le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés et le cas échéant, les coûts de démantèlement, d'enlèvement et de remise en état du site sur lequel est situé l'immobilisation. La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des immobilisations est la méthode dite du coût historique, à la date d'acquisition par la filiale, soit le coût historique de ces actifs à leur date d'achat par le Groupe.

En application de l'approche par composant, les biens sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée ou du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif :

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Constructions | 10 à 20 ans |
| • Installations techniques | 3 à 8 ans |
| • Installations générale | 10 ans |
| • Matériel de bureau et informatique | 3 à 5 ans |
| • Mobilier | 10 ans |

L'amortissement dégressif est considéré comme amortissement économique lorsqu'il est appliqué.

En application du principe de prééminence de la réalité économique sur l'apparence juridique et conformément aux principes de consolidation (décret du 13 Février 1986, art. 248-8-e), les contrats de crédit-bail, dont la valeur du bien faisant l'objet du contrat excède 15 K€, sont retraités, ce qui conduit à une comptabilisation comme si le bien en cause avait été acquis à crédit. Dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis en pleine propriété), ainsi que les charges financières (liées au financement à crédit), sont substituées aux loyers enregistrés.

2.9 Immobilisations financières

Les titres des sociétés non consolidées détenus par les sociétés du groupe figurent sous la rubrique "Titres de participation" pour leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'utilité devient inférieure au coût d'acquisition. La valeur d'utilité est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice, le niveau de rentabilité et les perspectives d'avenir. Cette valeur d'utilité est calculée dès qu'un indice de perte de valeur est identifié, et au minimum une fois par an, à la clôture.

Les autres immobilisations financières sont principalement constituées de dépôts de garantie.

La valeur des titres mis en équivalence est égale, à chaque fin d'exercice, à la quote-part des capitaux propres retraités de l'entreprise consolidée à laquelle ils équivalent. La variation des capitaux propres retraités des entreprises consolidées par mise en équivalence, de quelque nature qu'elle soit, augmente ou diminue donc la valeur des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice précédent. Lorsque la quote-part devient négative, celle-ci est retenue normalement pour une valeur nulle. Cependant, dans le cas où le Groupe a l'obligation ou l'intention de ne pas se désengager financièrement de sa participation dans l'entreprise en question, la partie négative des capitaux propres est portée dans la rubrique des provisions. Cette provision est ajustée à la clôture de chaque exercice en fonction de la quote-part dans les capitaux propres de l'entreprise mise en équivalence.

2.10 Stocks

Les stocks de matières premières et d'approvisionnement sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode FIFO. Les stocks endommagés ou obsolètes font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les stocks de produits intermédiaires et finis, et les en-cours sont valorisés à leur coût de production incluant le coût d'acquisition des fournitures consommées et les charges directes et indirectes de production (hors frais financiers). Une provision pour dépréciation est constituée lorsqu'à la clôture de l'exercice, ce coût excède la valeur nette probable de réalisation, déterminée selon les conditions de marché.

2.11 Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Le cas échéant, les créances font l'objet d'une dépréciation déterminée en tenant compte des difficultés probables de recouvrement d'après les informations connues à la date de l'arrêté des comptes.

2.12 Créances et dettes en monnaie étrangère

Les éventuels pertes et gains de change latents résultant des créances et dettes libellées en monnaie étrangère sont inscrits au résultat financier consolidé du groupe.

2.13 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Les disponibilités comprennent les liquidités en comptes courants bancaires. Les valeurs mobilières de placement sont dépréciées lorsque leur valeur recouvrable est inférieure à leur valeur comptable. Dans le tableau des flux de trésorerie consolidé, la trésorerie est définie comme l'ensemble des liquidités du Groupe en comptes courants bancaires, caisses et valeurs mobilières de placement sous déduction des concours bancaires. Les éléments constitutifs de la trésorerie passive (concours bancaires) sont inscrits au passif du bilan en Emprunts et dettes financières.

2.14 Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés :

- Il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- Et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées. Les passifs éventuels, correspondant à une obligation qui n'est ni probable, ni certaine à la date d'arrêté des comptes, ou à une obligation probable pour laquelle la sortie de ressources ne l'est pas, ne sont pas comptabilisés et font l'objet d'une information en annexe le cas échéant.

Indemnités de départ à la retraite

Le Groupe adopte la méthode 1 de la recommandation ANC N°2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraite et avantages similaires. Les sociétés du Groupe disposent de différents régimes de retraite. Toutefois, le principal engagement de retraite supporté par le Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrière (IFC) du personnel des entités françaises, la législation prévoyant que les indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite, en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

La méthode retenue pour l'évaluation des droits à indemnité tient compte des règles de la convention collective de la Métallurgie à laquelle adhère l'ensemble des sociétés du Groupe, à l'exception des sociétés EPSILON, IRELEC et ITHPP qui relèvent de la convention SYNTEC.

Le coût actuariel et des services passés non encore acquis des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et est comptabilisé en résultat en « Dotations aux amortissements et Provisions ». L'incidence des variations des hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat.

- Les bases de calcul générales retenues sont :
 - Taux d'actualisation de 0,98 % (Indice iBoxx € Corporates AA.10+),
 - Taux de turn-over variable selon les sociétés,
 - Table de mortalité utilisée (TV 2002/2004),
 - Taux de charges sociales appliqué de 45%.
 - Indicateurs d'évolutions futures des salaires et de rotation du personnel déterminés société par société
 - Hypothèse de départ à la retraite des salariés à 65 ans.
- Les éléments individuels utilisés sont :
 - L'âge à la clôture de l'exercice,
 - L'ancienneté à la clôture de l'exercice,
 - L'ancienneté lors du départ à la retraite,
 - La rémunération mensuelle à la clôture de l'exercice.

Une provision actualisée d'une projection d'augmentation annuelle moyenne des salaires et de rendement des capitaux à long terme est comptabilisée à la clôture de l'exercice.

Perte à terminaison

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsqu'il existe une probabilité forte qu'un contrat à l'avancement se révèle déficitaire (contrat dont les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus du contrat).

2.15 Impôts différés

Les impôts différés sont évalués en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales résultant des textes fiscaux en vigueur à la clôture de l'exercice et qui sont considérés comme applicables lorsque l'imposition sera établie. Le Groupe prend note de la baisse du taux d'impôt sur les sociétés en France, qui s'établirait à 25% en 2022. Au 31 décembre 2021, le Groupe retient comme hypothèse un taux d'imposition moyen à 26,5%, qui correspond au taux voté par la Loi de Finances pour l'année 2021. L'incidence de ce changement n'est pas significative pour les comptes consolidés du groupe.

Les actifs d'impôts différés sont pris en compte :

- Si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs, à hauteur des passifs d'impôts différés déjà constatés.
- Ou s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable futur.

2.16 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance se composent des produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations et fournitures les justifiant aient été effectuées ou fournies.

Lorsqu'une créance comptabilisée concerne un bien non livré ou une prestation non encore effectuée, le produit comptabilisé d'avance est éliminé des produits d'exploitation par l'intermédiaire du compte de régularisation « Produits constatés d'avance ».

2.17 Subventions d'investissement

Au 31 décembre 2020, les subventions d'investissement, initialement inscrites dans les capitaux propres et reprises au même rythme que les amortissements des immobilisations pour lesquelles elles sont octroyées conformément aux dispositions prévues par le PCG, sont reclassées dans les autres dettes en produits constatés d'avance en application de la recommandation du bulletin COB n° 361.

La Commission des études comptables de la CNCC considère que cette pratique n'est plus applicable à la suite de l'entrée en vigueur du règlement ANC n°2020-01, en l'absence d'une disposition spécifique permettant un tel classement.

Le règlement étant d'application prospective, seules les nouvelles subventions d'investissement sont reclassées dans les capitaux propres à compter du 1er janvier 2021.

Les subventions d'investissement octroyées avant le 1er janvier 2021 et comptabilisées en produits constatés d'avance sont maintenues à ce poste au passif du bilan.

Au 31 décembre 2021, les nouvelles subventions d'investissement concernées par un reclassement dans les capitaux propres sont d'un montant de 1 948k€.

2.18 Emprunts et dettes financières

Les Frais d'émissions d'emprunts sont portés à l'actif et étalés sur la durée de vie des emprunts concernés. Dans le tableau des flux de trésorerie consolidé, la trésorerie est définie comme l'ensemble des liquidités du Groupe en comptes courants bancaires, caisses et valeurs mobilières de placement, sous déduction des concours bancaires.

2.19 Chiffre d'affaires

La Société comptabilise des produits lorsque le montant peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront à la Société. Deux méthodes de reconnaissance du chiffre d'affaires sont appliquées au sein du groupe :

- Méthode à l'avancement pour les contrats long terme

Elle consiste à comptabiliser un chiffre d'affaires partiel à la clôture de l'exercice en fonction du degré d'avancement du contrat. Pour mettre en place la méthode à l'avancement, les conditions suivantes doivent être respectées :

- Possibilité d'identifier clairement le montant total des produits du contrat
 - Possibilité d'identifier clairement le montant total des coûts imputables au contrat
 - Existence d'outils de gestion, de comptabilité analytique et de contrôle interne permettant de valider et de réviser au fur et à mesure de l'avancement, les estimations de charges, de produits et de résultats.
- A la livraison

Pour les ventes de produits, le chiffre d'affaires est constaté soit à la mise à disposition soit à la livraison des produits en fonction des conditions de la commande.

2.20 Résultat exceptionnel

Les éléments présentant un caractère significatif non récurrent et dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe sont inscrits dans les charges et produits exceptionnels.

3 Analyse du contenu de certains postes du bilan et du compte de résultat consolidé

3.1 Note 1 – Produits d'exploitation

En Milliers d'€uros	31/12/2021	31/12/2020
Chiffre d'affaires	258 136	243 171
Autres produits	22 077	27 677
Production stockée	(3 337)	(735)
Production immobilisée	3 189	5 490
Crédit Impôt Recherche	13 487	11 641
Subventions d'exploitation	2 700	4 646
Autres produits d'exploitation	600	506
Transfert de charges d'exploitation	980	980
Reprises amort. et provisions	4 459	5 149
Total Produits d'Exploitation	280 214	270 849

3.2 Note 2 – Charges d'exploitation

En Milliers d'€uros	31/12/2021	31/12/2020
Achats et variation de stocks	108 837	104 846
Achats MP & autres appro.	65 129	67 880
Variation stocks MP & aut. appro.	(4 202)	(410)
Achats de sous-traitance	39 409	30 188
Achats non stockés	7 692	7 581
Achats de marchandises	303	197
Variation stocks de marchandises	506	(590)
Autres charges externes	32 030	29 190
Services extérieurs	17 659	16 472
Autres charges externes	14 371	12 718
Impôts et taxes	4 561	6 377
Charges de personnel	109 773	104 595
Rémunération du personnel	74 952	72 462
Charges sociales	33 087	30 771
Participation des salariés	1 734	1 362
Autres charges d'exploitation	530	1 278
Dotations amort. et prov. d'exploit.	14 812	14 170
Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acq.	15	816
Charges d'Exploitation	270 558	261 270

3.3 Note 3 – Résultat financier

En Milliers d'€uros	31/12/2021	31/12/2020
Coût de la dette nette	(1 775)	(1 504)
Produits financiers de trésorerie	63	38
Charges financières - intérêts	(1 466)	(1 306)
Commissions d'affacturages	(64)	(105)
Autres commissions bancaires	(307)	(132)
Résultat de change	(208)	(348)
Gains de change	55	268
Pertes de change	(263)	(616)
Autres éléments du résultat financier	248	148
Reprises de provisions	252	0
Dotation aux provisions	(37)	(94)
Autres produits financiers	33	255
Autres charges financières	(0)	(13)
Résultat Financier	(1 734)	(1 704)

3.4 Note 4 – Résultat exceptionnel

En Milliers d'€uros	31/12/2021	31/12/2020
+/- values cessions de titres	(228)	(510)
+/- values cessions d'immobilisations	3 377	9
Immobilisations incorporelles	6	25
Immobilisations corporelles	3 528	(16)
Immobilisations financières	(158)	0
Autres éléments du résultat except.	(3 907)	(3 348)
Reprises de provisions	203	985
Dotation aux provisions	(4 093)	(4 106)
- sur exercices antérieurs	(112)	(50)
- sur opérations de gestion	273	50
Autre résultat exceptionnel	(179)	(228)
Résultat Exceptionnel	(758)	(3 849)

3.5 Note 5 – Preuves d'impôts et impôts différés

En Milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Impôts courant	(180)	(367)
Impôts différés	43	(53)
Charge d'impôt en résultat	(138)	(420)

En Milliers d'euros	31/12/2021	31/12/2020
Résultat avant Impôts	7 163	4 025
Taux d'imposition de la mère	26,5%	28,0%
Calcul de l'impôt théorique	1 898	1 127

Crédit Impôt Recherche	(3 574)	(3 596)
Autres crédits d'impôts et CICE	0	2
Effet du changement de taux	(57)	(192)
Autres effets d'impôts	1 595	2 239
Charge d'impôt en résultat	(138)	(420)

Taux effectif d'impôt	-1,92%	-10,45%
-----------------------	--------	---------

VARIATION DES IMPÔTS DIFFERES	IDA	IDP	NET
Impôts Différés à l'ouverture	1 116	28	1 088
Variation en résultat	13	(21)	34
Variation en périmètre			
Ecart de conversion	13		13
Impôts Différés à la clôture	1 142	7	1 135

BASES D'IMPÔTS DIFFERES

	31/12/2021	31/12/2020
Provision Retraites		
Participation	0	0
Déficit Fiscal		
Retraitement du Crédit Bail	116	47
Autres bases (i)	(4 398)	(3 932)
Total Base d'ID	(4 282)	(3 885)
Taux d'imposition retenu (ii)	26,5%	28,0%
ID net	1 135	1 088

(i) dont autres différences temporaires et retraitements de consolidation

(ii) voir B. Principes et méthodes comptables

3.6 Note 6 – Ecarts d'acquisition

En Milliers d'euros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecarts de conversion	Clôture
Ecarts d'acquisition brut	43 854						43 854
Ecarts d'acquisition amortissements	(42 999)	(15)					(43 014)
Ecarts d'acquisition	856	(15)					841

3.7 Note 7 – Capital souscrit non appelé

Non applicable.

3.8 Note 8 – Immobilisations incorporelles

En Milliers d'euros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecarts de conversion	Clôture
Fonds de commerce	1 237	(0)		0	(753)		484
Brevets et licences	8 405	505	(319)	0	753	9	9 352
Autres immobilisations incorporelles	1 146	373				(0)	1 519
Avances et acomptes		606					606
Immobilisations Incorporelles Brutes	10 788	1 484	(319)	0		8	11 961
Fonds de commerce	632	0			(614)		18
Brevets et licences	6 809	622	(319)	0	614	7	7 734
Autres immobilisations incorporelles	146	9				0	155
Avances et acomptes							
Amortissements et provisions	7 587	632	(319)	0		7	7 907
Fonds de commerce	604	(0)		0	(138)		466
Brevets et licences	1 596	(117)	(1)	(0)	138	1	1 618
Autres immobilisations incorporelles	1 000	364				(0)	1 364
Avances et acomptes		606					606
Immobilisations incorporelles	3 201	852	(1)	0		1	4 054

(1) hors écarts d'acquisition

3.9 Note 9 – Immobilisations corporelles

En Milliers d'€uros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecarts de conversion	Clôture
Terrains	811	1	(35)			12	789
Constructions	22 833	277	(264)			96	22 942
Installations techniques	91 282	15 632	(1 097)	(189)	(0)	167	105 795
Autres immobilisations corporelles	43 619	(2 206)	(2 507)	(0)	(0)	184	39 090
Avances et acomptes	2 495	(2 392)				0	103
Immobilisations Corporelles Brutes	161 040	11 312	(3 903)	(189)	(0)	459	168 719
Terrains	107	8					115
Constructions	15 091	718	(162)	(0)		62	15 708
Installations techniques	72 490	7 063	(1 941)	(189)		110	77 532
Autres immobilisations corporelles	20 352	2 618	(1 771)	(0)	(0)	29	21 229
Avances et acomptes							
Amortissements et provisions	108 040	10 407	(3 875)	(189)	(0)	201	114 584
Terrains	704	(7)	(35)			12	673
Constructions	7 743	(441)	(101)	0		34	7 235
Installations techniques	18 792	8 570	844	(0)	(0)	57	28 263
Autres immobilisations corporelles	23 266	(4 824)	(736)	0	0	155	17 861
Avances et acomptes	2 495	(2 392)				0	103
Immobilisations corporelles	53 000	905	(28)	(0)	(0)	258	54 135

La décomposition de l'actif pris en crédit-bail est la suivante :

En Milliers d'€uros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecarts de conversion	Clôture
Terrains	185						185
Constructions	9 783						9 783
Installations techniques	27 889						27 889
Autres immobilisations corporelles	1 235						1 235
Avances et acomptes							
Immobilisations Corporelles Brutes	39 091						39 091
Terrains							
Constructions	5 705	371					6 075
Installations techniques	27 708	109					27 818
Autres immobilisations corporelles	1 235						1 235
Avances et acomptes							
Amortissements et provisions	34 648	480					35 128
Terrains	185						185
Constructions	4 078	(371)					3 708
Installations techniques	180	(109)					71
Autres immobilisations corporelles	0						0
Avances et acomptes							
Immobilisations corporelles	4 444	(480)					3 964

3.10 Note 10 – Immobilisations financières et titres mis en équivalence

- Immobilisations financières**

En Milliers d'€uros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Titres de participation	480	270		(130)		2	622
Autres créances financières	3 376	430	(249)	(0)		1	3 557
Actifs d'instruments financiers							
Intérêts Courus Non Echus - Créances							
Immobilisations financières brutes	3 855	700	(249)	(130)		3	4 179
Titres de participation provisions	249	(0)					249
Immobilisations Financières Provisions	106						106
Actifs d'instruments financiers							
Intérêts Courus Non Echus - Créances							
Provisions	(355)	0					(355)
Titres de participation Bruts	231	270		(130)		2	373
Autres créances financières brutes	3 270	430	(249)	(0)		1	3 452
Actifs d'instruments financiers							
Intérêts Courus Non Echus - Créances							
Immobilisations financières	3 501	700	(249)	(130)		3	3 825

- Titres de participations non consolidés**

Les titres de participations non consolidés sont inscrits à leur coût historique d'acquisition qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'acquisition.

Une dépréciation est constatée si cette valeur est supérieure à la valeur recouvrable appréciée par la Direction sur la base de différents critères tels que la valeur de marché, les perspectives de développement et de rentabilité et les capitaux propres, en prenant en compte la nature spécifique de chaque participation.

En Milliers d'€uros	VB	Dépré.	VNC	% Détenu
STUQ	203	203	0	71,0%
MEDESIS PHARMA	210		210	1,8%
DEEPLINKS	90		90	45,0%
KHIMI	50		50	50,0%
AUTRES PARTICIPATIONS	61	46	15	
Total Titres de participation	614	249	365	

- Titres mis en équivalence (MEE)**

La valeur retenue pour les titres Kietta mis en équivalence pour les comptes au 31 décembre 2018, 2019, 2020 et 2021 est nulle.

3.11 Note 11 – Stocks en cours

En Milliers d'€uros	Ouverture	Variation, dotation et reprise	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecarts de conversion	Clôture
Stocks de matières premières	29 473	4 033		0	12	33 517
Stocks d'encours	32 213	(1 896)		(0)	26	30 344
Stocks de marchandises	787	(451)	0			337
Stocks de produits intermédiaires et finis	11 708	(1 328)		0	1	10 381
Stocks Bruts	74 181	359	0	0	39	74 579
Stocks de matières premières	3 703	(224)	0		0	3 480
Stocks d'encours	651	199	(0)	7	0	857
Stocks de marchandises	67	(61)				6
Stocks de produits intermédiaires et finis	1 171	397	(0)			1 568
Stocks Provisions	5 592	311	0	7	0	5 911
Stocks de matières premières	25 769	4 257	(0)	0	12	30 038
Stocks d'encours	31 563	(2 095)	0	(7)	26	29 486
Stocks de marchandises	720	(389)	0			330
Stocks de produits intermédiaires et finis	10 537	(1 724)	0	0	1	8 814
Stocks	68 588	48	(0)	(7)	39	68 668

En Milliers d'€uros	31/12/2020			31/12/2021		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks de matières premières	29 473	3 703	25 769	33 517	3 480	30 038
Stocks d'encours	32 213	651	31 563	30 344	857	29 486
Stocks de marchandises	787	67	720	337	6	330
Stocks de produits intermédiaires et finis	11 708	1 171	10 537	10 381	1 568	8 814
Stocks et en-cours	74 181	5 592	68 588	74 579	5 911	68 668

3.12 Note 12 – Clients et comptes rattachés

En Milliers d'€uros	Ouverture	Variation, dotation et reprise	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Créances clients brutes	100 544	5 775	(57)	(3)	4	106 262
Avances et acomptes versés	919	1 107		(0)	3	2 028
Créances clients brutes	101 463	6 882	(57)	(3)	7	108 290
Créances clients provisions	(1 250)	467		(7)	(0)	(790)
Créances clients provisions	(1 250)	467		(7)	(0)	(790)
Clients et comptes rattachés	99 294	6 242	(57)	(11)	4	105 472
Avances et acomptes versés	919	1 107		(0)	3	2 028
Créances clients et avances	100 213	7 349	(57)	(11)	7	107 500

En Milliers d'€uros	31/12/2020			31/12/2021		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients brutes	100 544	(1 250)	99 294	106 262	(790)	105 472
Avances et acomptes versés	919		919	2 028		2 028
Créances clients et avances	101 463	(1 250)	100 213	108 290	(790)	107 500

Ventilation par échéance de paiement des créances clients :

En Milliers d'€uros	Moins de 1 an	Plus de 1 an	TOTAL
Clients et comptes rattachés	105 472		105 472
Avances et acomptes versés	2 028		2 028
Créances Clients et Avances	107 500	0	107 500

Les créances clients sont principalement à moins d'un an.

3.13 Note 12B – Autres créances et comptes de régularisation

Toutes les créances sont principalement dues dans l'année suivant la date de clôture.

Aucune dépréciation significative n'est constatée sur ces créances au cours des deux derniers exercices.

En Milliers d'euros	Ouverture	Variation, dotation et reprise	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Créances fiscales et sociales	33 591	(1 735)	(3)	(1)	54	31 905
Comptes courants débiteurs Bruts	1 479	1 187	(1 052)	(461)	0	1 153
Créances immobilisation brutes	68	2 288				2 356
Impôts différés actif	1 116	43	(10)	(20)	13	1 142
Autres créances Hors exploitation Brutes	4 949	740		5	3	5 697
Compte de régularisation	(0)	(290)		408	0	119
Charges constatées d'avances	5 076	55	(0)	2	1	5 134
Autres créances brutes	46 279	2 288	(1 065)	(67)	71	47 506
Autres créances d'Exploitation Provisions	768	116	0			884
Créances immobilisations provisions	53					53
Autres créances Hors exploitation Provisions	245	90				335
Autres créances provisions	1 066	206	0			1 272
Créances fiscales et sociales	33 591	(1 735)	(3)	(1)	54	31 905
Comptes courants débiteurs	710	1 072	(1 052)	(461)	0	269
Créances sur cessions d'immobilisations	15	2 288				2 303
Impôts différés actif	1 116	43	(10)	(20)	13	1 142
Débiteurs divers	4 704	360		414	3	5 481
Charges constatées d'avances	5 076	55	(0)	2	1	5 134
Autres créances	45 212	2 082	(1 065)	(67)	71	46 234

En Milliers d'euros	31/12/2020			31/12/2021		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances fiscales et sociales	33 591		33 591	31 905		31 905
Comptes courants débiteurs Bruts	1 479	768	710	1 153	884	269
Créances immobilisation brutes	68	53	15	2 356	53	2 303
Impôts différés actif	1 116		1 116	1 142		1 142
Débiteurs divers	4 949	245	4 704	5 816	335	5 481
Charges constatées d'avances	5 076		5 076	5 134		5 134
Autres créances	46 279	(1 066)	45 212	47 506	(1 272)	46 234

Ventilation par échéance de paiement des autres créances :

En Milliers d'euros	Moins de 1 an	Plus de 1 an	TOTAL
Créances fiscales et sociales	31 075	830	31 905
Comptes courants débiteurs	269		269
Créances sur Cession d'immos	2 303		2 303
Impôts différés actif	1 142		1 142
Débiteurs divers	4 250	1 231	5 481
Charges constatées d'avance	5 134		5 134
Autres Créances	44 173	2 061	46 234

3.14 Note 13 – Valeurs mobilières de placements et disponibilités

En Milliers d'€uros	Ouverture	Variation, dotation et reprise	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecarts de conversion	Clôture
Valeurs mobilières de placement brutes	2 082	(944)			67	1 205
Disponibilités	32 026	10 400	10	(0)	5	42 441
Trésorerie brute	34 108	9 456	10	(0)	72	43 647
Trésorerie Provisions						
Trésorerie Provisions						
Valeurs mobilières de placement	2 082	(944)			67	1 205
Disponibilités	32 026	10 400	10	(0)	5	42 441
Trésorerie positive	34 108	9 456	10	(0)	72	43 647
Concours bancaires	(244)	70	(0)		(7)	(181)
Trésorerie nette	33 864	9 526	10	(0)	65	43 465
Variation de trésorerie		9 601				

En Milliers d'€uros	31/12/2020			31/12/2021		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Valeurs mobilières de placement	2 082		2 082	1 205		1 205
Disponibilités	32 026		32 026	42 441		42 441
Trésorerie positive	34 108		34 108	43 647		43 647

3.15 Note 14 – Capital social

Le capital social de la société mère se compose de 237 713 actions d'un montant nominal à 47,18 €.

Il n'existe pas d'instruments dilutifs.

Variation des capitaux propres de l'exercice 2020								
	Capital	Primes	Résultat Net part du groupe	Réserves	Réserves de conversion	Total Capitaux propres - Part du Groupe	Total Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde Décembre 2019	11 216	1 350	2 767	67 584	(19)	82 898	4 697	87 594
Mouvements sur le capital	0			0		0		0
Mouvements de périmètre	0	0		46		46	(47)	(1)
Résultat Net de l'Ensemble Consolidé			2 462			2 462	1 143	3 605
Dividendes distribués			(169)			(169)	(28)	(197)
Variations et affectation			(2 597)	2 597		0		0
Ecart de conversion				143	(331)	(188)	(12)	(200)
Solde Décembre 2020	11 216	1 350	2 462	70 370	(350)	85 047	5 753	90 800

Variation des capitaux propres de l'exercice 2021								
	Capital	Primes	Résultat Net part du groupe	Réserves	Autres réserves (1)	Total Capitaux propres - Part du Groupe	Total Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde Décembre 2020	11 216	1 350	2 462	70 370	(350)	85 047	5 753	90 800
Mouvements sur le capital	0	0		(0)		(0)		(0)
Mouvements de périmètre	(0)	0		256		256	337	592
Résultat Net de l'Ensemble Consolidé			5 777			5 777	1 248	7 025
Dividendes distribués			(340)			(340)	(101)	(441)
Variations et affectation			(2 121)	2 121		0		0
Ecart de conversion				(1 601)	1 868	267	20	287
Subventions d'investissement					1 948	1 948		1 948
Solde Décembre 2021	11 216	1 350	5 777	71 145	3 466	92 954	7 257	100 211

(1) « Autres réserves » contient les subventions d'investissement et les réserves de conversion.

En Milliers d'€uros	Ouverture	Acquisitions et dotations	Cessions et reprises	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
167000 - Autres fonds propres	3 780	215	(47)				3 948
Autres fonds propres	3 780	215	(47)				3 948

NB : « Autres fonds propres » contient les avances remboursables BPI ou ADEME.

3.16 Note 15 – Provisions

En Milliers d'€uros	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées durant la période	Reprises inutilisées	Variation de périmètre	Autres mouv.	Ecart de conversion	Clôture
Litiges	357	554	(170)					741
Garanties données	242	199	(135)	(1)				304
Pertes à terminaison	1 712		(920)					792
Autres risques	11 471	4 665	(818)		(0)	252	4	15 574
Provisions Pour Risques	13 781	5 418	(2 042)	(1)	(0)	252	4	17 412
Indemnités de fin de carrière	4 910	493	(258)				0	5 145
Autres charges	419	15	(396)				0	39
Provisions pour charge	5 330	508	(654)				0	5 184
Provisions pour risques et charge:	19 111	5 926	(2 696)	(1)	(0)	252	5	22 596

3.17 Note 16 – Emprunts et dettes financières

En Milliers d'€uros	Ouverture	Augmentat.	Diminution	Variation	Variation de périmètre	Autres mouv.	Ecart de conversion	Clôture
Instrument dérivé passif								
Emprunts auprès des étab. de crédit	49 177	15 467	(11 759)			(545)		52 341
Intérêts courus non échus (P)	126			(15)			0	111
Dettes financières diverses	270	8	(65)			(182)	(0)	30
Dette financière de crédit-bail	3 548		(596)				1	2 953
Dettes participations des salariés	1 587	299	(255)					1 631
Concours bancaires	244			(70)	0		7	181
Dettes financières	54 952	15 774	(12 674)	(84)	0	(727)	7	57 247

Les dettes financières sont à taux fixe.

L'échéancier des emprunts est le suivant :

En Milliers d'€uros	31/12/2021
Moins 1 an	17 643
1 à 2 ans	9 203
2 à 3 ans	9 044
3 à 4 ans	9 098
4 à 5 ans	7 054
+ 5 ans	297
Emprunts auprès des étab. de crédit	52 341

L'échéancier des crédits baux est le suivant :

En Milliers d'€uros	31/12/2021
Moins 1 an	515
1 à 2 ans	463
2 à 3 ans	463
3 à 4 ans	463
4 à 5 ans	463
+ 5 ans	586
Dettes financières de crédit-bail	2 953

3.18 Note 17 – Fournisseurs et comptes rattachés

En Milliers d'€uros	Ouverture	Variation	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Fournisseurs	38 015	1 118	(67)	0	10	39 075
Avances et acomptes reçus	14 530	16 097	0		0	30 627
Fournisseurs et acomptes reçus	52 545	17 215	(67)	0	10	69 703

Les dettes fournisseurs sont à échéance à moins d'un an.

3.19 Note 17B – Autres dettes et comptes de régularisation

En Milliers d'€uros	Ouverture	Variation	Variation de périmètre	Autres mouvements	Ecart de conversion	Clôture
Dettes fiscales et sociales	32 841	1 570	(0)	(0)	27	34 438
Fournisseurs d'immobilisation	2 622	(884)				1 738
Comptes courants créditeurs	901	1 084	(1 087)	(461)	0	437
Impôts différés passif	28		(21)			7
Dettes diverses	21 327	(3 861)	54	250	74	17 845
Produits constatés d'avance	29 771	(7 107)		(1 937)	7	20 734
Autres dettes	87 490	(9 198)	(1 054)	(2 147)	108	75 199

Les autres dettes sont principalement à moins d'un an.

4 Autres informations

4.1 Engagements hors bilan

- **Nantissements d'actions**

Suite à la signature du Contrat de Crédits Sénior le 12 mai 2021, un contrat de nantissement sur les titres des sociétés ALSYMEX, PMB et TRONICO HOLDING est signé à cette même date.

Société	Nombre de titres nantis	Tiers bénéficiaire	Montant de la facilité	Échéance du prêt
ALSYMEX	15 462 603	Pool bancaire (i)	Facilité de 40M€+15M€ (à l'origine)	12 mai 2026
PMB	3 938			
TRONICO HOLDING	671 614			

(i) Le Pool bancaire regroupe les banques ARKEA, Banque Populaire Grand Ouest, BNP Paribas, Caisse d'Épargne Aquitaine Poitou-Charentes et Crédit Lyonnais.

- **Assurance homme clé**

Des assurances homme clé ont été souscrites par certaines sociétés du groupe, en particulier en vue de répondre aux engagements qui peuvent être pris vis-à-vis des établissements financiers lors d'octrois de prêts.

Société bénéficiaire	Assuré(s)	Assureur	Tiers bénéficiaire	Date et durée	Montant garanti en K€
ALCEN	Multiplés (ii)	METLIFE	Pool bancaire (i)	Contrats à tacite reconduction	6 667

(i) Le Pool bancaire regroupe les banques ARKEA, Banque Populaire Grand Ouest, BNP Paribas, Caisse d'Épargne Aquitaine Poitou-Charentes et Crédit Lyonnais.

(ii) Le Président d'ALCEN, le Directeur Général de TRONICO. Démarches en cours au 31/12/2021 : le Président de PMB, le Président d'ALSYMEX.

- **Cautions bancaires**

La société ALCEN dispose d'une enveloppe d'engagements par signature pour le compte du Groupe de 47M€ dont 15M€ auprès du nouveau Pool Bancaire, 5M€ d'encours avec l'ancien Pool Bancaire et 27M€ en bilatéral.

Le montant des cautions émises au 31 décembre 2021 est de 27M€.

Principaux bénéficiaires	Type de Garantie	Principaux émetteurs	Montants (en K€)
RI Research Instruments GMBH	Restitution d'acompte	Bilatéral	1 235
F4E Fusion For Energy	Restitution d'acompte	Pool et Bilatéral	22 679
HENSOLDT France	Restitution d'acompte	Bilatéral	462
Autres	Divers	Pool et Bilatéral	2 813
Total			27 189

- **Engagements de location simple**

Les engagements de location simple pour le groupe sont de 28M€ au 31 décembre 2021 :

Libellés	Engagements Alcen	Location Simple à -1 an	Location Simple de 1 an à 5 ans	Location Simple à + 6 ans
Location Simple	27 913	5 032	18 925	3 957

- **Instruments financiers de couvertures**

Sans objet.

- **Passifs éventuels**

Un litige est en cours avec un fournisseur de matières premières sensibles, pour lequel le Groupe ALCEN a assigné la société pour non-conformité. Une partie des encours du Groupe pourrait être affectée. Les discussions actuelles avec ce fournisseur ne laissent pas entrevoir de perte de valeur sur ces actifs.

- **Parties liées**

Les opérations réalisées avec les parties liées concernent celles réalisées avec les actionnaires du Groupe ALCEN et les opérations de locations simples réalisées avec le Groupe CENAL, qui a le même actionnariat que le Groupe ALCEN.

Pour l'exercice 2021, elles se détaillent comme suit :

Partie liée	Nature de l'opération	Montant
Actionnaires	Néant	Néant
Groupe CENAL	Location simple de matériel immobilier	Charge de location de 2110 K€ sur l'exercice

- **Honoraires des commissaires aux comptes**

Le montant des honoraires au titre du contrôle légal des comptes de l'exercice 2021 est de 352 K€, dont 9 K€ d'honoraires au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

Libellés	Commissariat aux comptes	Autres missions	Total
KPMG	132	4	136
Deloitte	211		211
Autres	1	5	5
Honoraires des commissaires aux compte	343	9	352

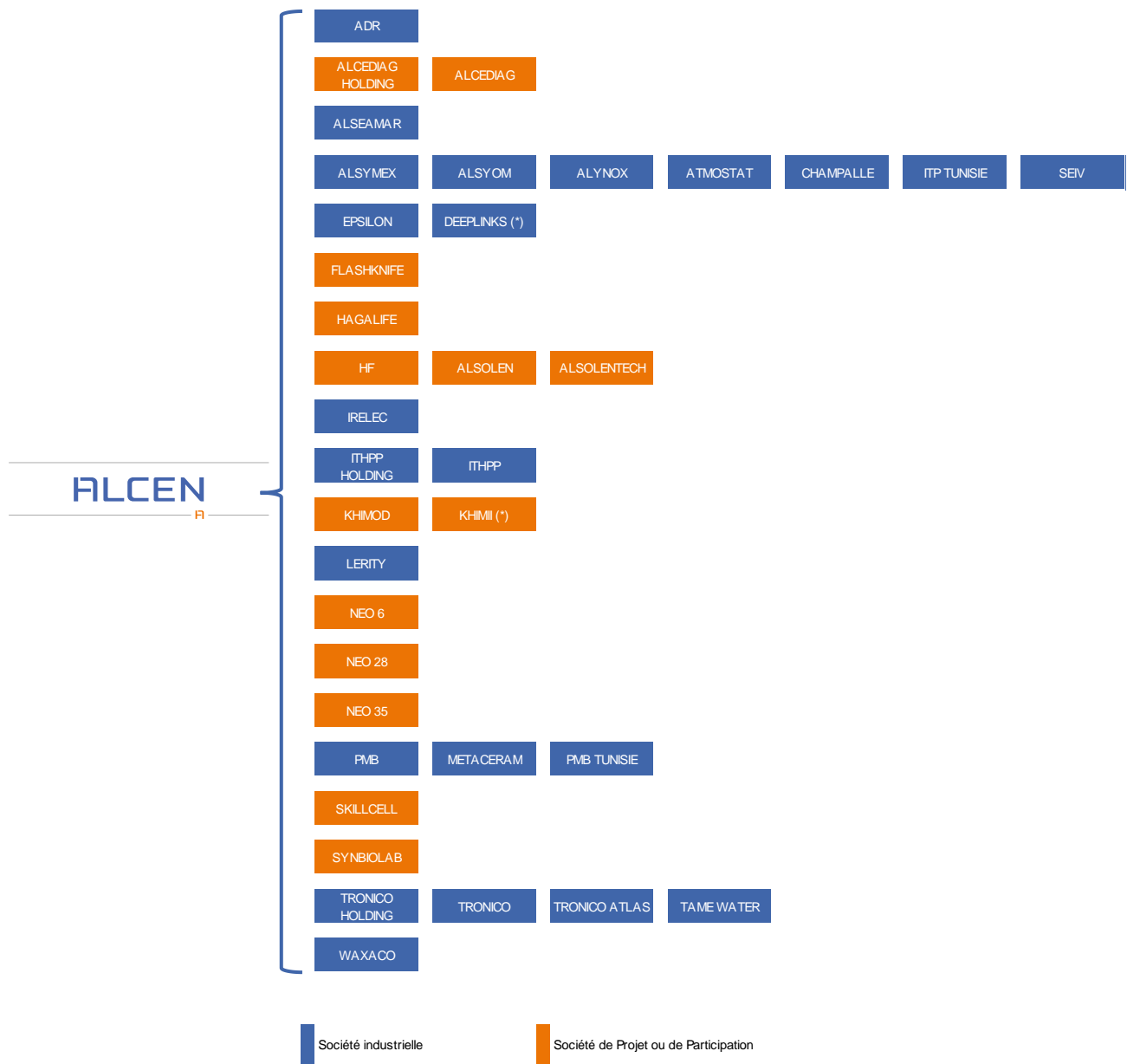
- Informations concernant le personnel

Au 31 décembre 2021, l'effectif (CDI et CDD) du Groupe ALCEN est de 1 992 personnes (contre 1 942 personnes au 31 décembre 2020).

Aucune rémunération n'a été allouée aux membres des organes de direction et d'administration de la société ALCEN à raison de leurs fonctions dans les sociétés contrôlées, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Tableau - Répartition statutaire		Salariés CDI (temps complet)	Salariés CDI (temps partiel)	Effectifs CDI	Effectif CDD	Effectif Intérim	Effectif Global
Cadres	Direction & Administration	140	6	146	2	1	149
	Bureaux d'études	407	17	424	10	1	435
	Réalisation	186	3	189	6	1	196
	Chargé d'affaires & Commerciaux	80		80	1		81
Sous-Total Cadres		812	26	838	19	3	860
Employés	Direction & Administration	142	10	152	10	2	164
	Bureaux d'études	50	1	51	3	4	58
	Réalisation	823	35	858	31	24	913
	Chargé d'affaires & Commerciaux	26	3	29	2	4	35
Sous-Total Employés		1 041	49	1 090	46	34	1 170
TOTAL		1 853	74	1 927	65	37	2 030

4.2 Organigramme du Groupe ALCEN au 31 décembre 2021



(*) Les sociétés DEEPLINKS et KHIMII ne sont pas intégrées au périmètre de consolidation.

4.3 Périmètre de consolidation

Raison sociale	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts	Méthode d'intégration
	31/12/2021		31/12/2020		
ALCEN	Mère	Mère	Mère	Mère	Intégration Globale
ADR	93,6%	93,6%	95,0%	95,0%	Intégration Globale
ALCEDIAG	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
ALCEDIAG HOLDING	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
ALSEAMAR	99,4%	99,4%	98,1%	98,1%	Intégration Globale
ALSOLEN	50,0%	47,5%	50,0%	47,5%	Intégration Proportionnelle
ALSOLENTECH	50,0%	47,5%	50,0%	47,5%	Intégration Proportionnelle
ALSYMEX	97,8%	97,8%	97,8%	97,8%	Intégration Globale
ALSYOM	100,0%	97,8%	100,0%	97,8%	Intégration Globale
ALYNOX	-	-	100,0%	97,8%	Intégration Globale
ALYNOX (Ex. SIRATECH)	100,0%	97,8%	100,0%	97,8%	Intégration Globale
ATMOSTAT	100,0%	97,8%	98,0%	95,9%	Intégration Globale
CHAMPALLE	100,0%	97,8%	100,0%	97,8%	Intégration Globale
EPSILON	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	Intégration Globale
FLASHKNIFE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
FLASH-KNIFE	-	-	100,0%	100,0%	Intégration Globale
HAGALIFE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
HF	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	Intégration Globale
IRELEC	97,5%	97,5%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
ITHPP	100,0%	95,0%	100,0%	95,0%	Intégration Globale
ITHPP HOLDING	95,0%	95,0%	95,0%	95,0%	Intégration Globale
ITP	99,8%	97,6%	99,8%	97,6%	Intégration Globale
KHIMOD	96,0%	96,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
LERITY	96,5%	96,5%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
METACERAM	100,0%	96,0%	100,0%	96,0%	Intégration Globale
NEO-28	100,0%	100,0%	-	-	Intégration Globale
NEO-35	100,0%	100,0%	-	-	Intégration Globale
NEO-6	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
PMB	96,0%	96,0%	96,0%	96,0%	Intégration Globale
PMB TUNISIE	99,6%	95,6%	99,6%	95,6%	Intégration Globale
SEIV	100,0%	97,8%	100,0%	97,8%	Intégration Globale
SINTERA	-	-	100,0%	96,0%	Intégration Globale
SKILLCELL	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
SYNBIOLAB	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale
TAME-WATER	100,0%	92,8%	100,0%	93,8%	Intégration Globale
THERIC	-	-	95,0%	95,0%	Intégration Globale
TRONICO	100,0%	92,8%	100,0%	93,8%	Intégration Globale
TRONICO ATLAS	100,0%	92,8%	100,0%	93,8%	Intégration Globale
TRONICO HOLDING	92,8%	92,8%	93,8%	93,8%	Intégration Globale
WAXACO	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	Intégration Globale